

MODIFIER LES COMPORTEMENTS D'HYGIÈNE ET D'ASSAINISSEMENT À GRANDE ÉCHELLE : COMPRENDRE LA RÉGRESSION

Document reposant essentiellement sur l'expérience
du programme soutenu par le Fonds mondial pour
l'assainissement à Madagascar

Auteurs : Matilda Jerneck, Carolien van der Voorden,
Clara Rudholm

Avec d'importantes contributions de Kamal Kar,
Joséa Ratsirarson, Rija Lalanirina Fanomezana, Eugène
de Ligor Rasamoelina et Hugo Ramiandrisoa



À propos du WSSCC

Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) se trouve au cœur du mouvement mondial pour l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement, qui vise à permettre à l'ensemble des populations de mener une vie saine et productive. Créé en 1990, le WSSCC est le seul organisme des Nations Unies consacré exclusivement aux besoins en assainissement des personnes les plus vulnérables et marginalisées. En collaboration avec ses membres présents dans 150 pays, le WSSCC plaide en faveur des milliards de personnes qui, dans le monde entier, n'ont pas accès à un assainissement adéquat et diffuse des solutions propices à l'autonomisation des communautés. Il gère également le Fonds mondial pour l'assainissement (GSF), qui a investi plus de 112 millions de dollars US depuis 2008 pour transformer les conditions de vie des habitants des pays en développement.

À propos du GSF

Le Fonds mondial pour l'assainissement (GSF) investit dans des programmes de modification des comportements, qui permettent à un grand nombre de personnes dans les pays en développement d'améliorer leur accès à l'assainissement et d'adopter de bonnes pratiques d'hygiène. Le GSF a été fondé en 2008 par le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement afin de contribuer à la résolution de la crise mondiale de l'hygiène et de l'assainissement. C'est le seul fonds mondial exclusivement consacré à l'hygiène et à l'assainissement.

Le GSF appuie des programmes nationaux axés sur la communauté et soutenus par le gouvernement. Dans les pays qui bénéficient de l'aide du GSF, différents réseaux de parties prenantes forment des mouvements dynamiques d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement. Ensemble, ils s'emploient à créer les conditions qui permettront à des millions de personnes dans leur pays, et à des dizaines de millions de personnes dans le monde entier, de vivre dans un environnement exempt de défécation à l'air libre, ainsi que d'accéder à des toilettes adéquates et à des installations appropriées pour le lavage des mains.

Le WSSCC remercie vivement les bailleurs de fonds qui rendent possible le travail du GSF depuis sa création, à savoir les gouvernements australien, finlandais, néerlandais, norvégien, suédois, suisse et britannique.

Remerciements

Les auteurs tiennent à exprimer leur profonde reconnaissance aux différentes parties prenantes du GSF qui ont apporté une contribution précieuse à leurs travaux. À bien des égards, les auteurs du présent rapport n'ont été qu'un porte-parole, donnant forme et structure aux idées fondamentales avancées par d'autres personnes. Ce document de réflexion s'appuie en grande partie sur un atelier approfondi et sur les discussions et les échanges qui l'ont suivi, en particulier à l'occasion et autour de la Semaine mondiale de l'eau 2015, en Suède. Lors de ces événements, les principaux représentants du programme soutenu par le GSF à Madagascar, appelé Fonds d'appui pour l'assainissement^a (FAA), ont apporté de précieux éclairages. Les représentants de l'agence d'exécution du FAA, Medical Care Development International, de Miarintsoa, l'agence de mise en œuvre du FAA, et du contrôleur de programme du pays^b, FTHM Consulting, ont en particulier fourni une contribution essentielle. Kamal Kar, président de la CLTS Foundation et pionnier de l'approche ATPC (Assainissement total piloté par la communauté), a lui aussi apporté des idées fondamentales. Nous tenons également à remercier nos collègues du Bénin, du Nigéria et du Togo pour leur contribution. Enfin, nous aimerions témoigner notre reconnaissance à nos collègues du Secrétariat du WSSCC et d'autres programmes soutenus par le GSF, qui nous ont fait part de leurs idées au cours de diverses rencontres, notamment lors de la Réunion pédagogique 2016 du GSF, qui s'est tenue à Madagascar.^c

Nous considérons ce document de réflexion comme le premier d'une série portant sur les différents aspects de la pérennité. En outre, le GSF se réjouit de tenir de nouvelles discussions avec nos partenaires afin de mieux comprendre les dynamiques de la régression et de faire progresser le dialogue au sein du secteur WASH (eau, hygiène et assainissement) à cet égard.

Auteurs

Matilda Jerneck (WSSCC/GSF)
Carolien van der Voorden (WSSCC/GSF)
Clara Rudholm (WSSCC/GSF)

Contribution clé et/ou passage en revue

Kamal Kar (CLTS Foundation)
Joséa Ratsirarson (FAA)
Rija Lalanirina Fanomezana (FAA)
Eugène de Ligor Rasamoelina (Miarintsoa)
Hugo Ramiandrisoa (FTHM Consulting)
Adrienne Irma Rabemanantsoa (FAA)
Chris Williams (WSSCC)
David Shimkus (WSSCC/GSF)
Elizabeth Wamera (WSSCC)
Asu Durmus (WSSCC/GSF)
Patrick England (WSSCC/GSF)

Édition et réalisation

Okechukwu Umelo (WSSCC/GSF)

Mise en page

Stéphanie Gomez de la Torre (WSSCC)
Column Communications Ltd

Réalisation et impression

LaToya Coute (WSSCC)
Imprimerie Nouvelle GONNET (société d'impression)

^a Pour un complément d'information sur le FAA, voir le site internet du WSSCC <http://wsscc.org/global-sanitation-fund/madagascar/>

^b Les contrôleurs de programme du pays sont chargés de la vérification programmatique et financière des programmes de pays soutenus par le GSF et font directement rapport au Secrétariat du GSF.

^c Pour en savoir plus sur les questions et les enseignements qui ont découlé de la réunion pédagogique du GSF à Madagascar, voir : (2016) *Comment favoriser des programmes pérennes de grande ampleur : discussions, réflexions et enseignements tirés de la Réunion pédagogique 2016 du Fonds mondial pour l'assainissement*. Genève : Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/catalytic-programming-for-scale-and-sustainability-conversations-reflections-and-lessons-from-the-2016-gsf-learning-event/>

EUGÈNE DE LIGORI RASAMOELINA,
DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONG
MALGACHE MIARANTSOA,
MÈNE DES ACTIVITÉS DE
DÉCLENCHEMENT AUPRÈS DES
DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES.
MIARANTSOA A LANCÉ
L'INITIATIVE « FOLLOW-UP
MANDONA », UNE MÉTHODE
ÉPROUVÉE POUR LUTTER CONTRE
LA RÉGRESSION.
©CAROLIE VAN DER VOORDEN

SOMMAIRE

Résumé analytique	2
Acronymes et abréviations	6
Termes et concepts importants	6

Introduction

8

Définir les nuances de la régression et son impact

10

Parcours des communautés

14

Identifier les différents types de régression

18

4.1 Régression due au non-respect des critères de la FDAL (régression au niveau des résultats)	20
4.2 Régression à l'échelle de la communauté	20
4.3 Régression saisonnière	20
4.4 Régression pour des raisons de commodité	21
4.5 Régression provoquée par des éléments extérieurs	21
4.6 Régression institutionnelle	21

Assurer le suivi de la régression

22

5.1 Qui assure le suivi de quoi ?	23
5.2 Méthodologie de vérification	25
5.3 Régression et rapports	25
5.4 Observations supplémentaires	27

Répondre à la régression et la réduire

28

6.1 Prédéclenchement approfondi	29
6.2 Follow-up MANDONA	30
6.3 Gouvernance de la communauté locale	31
6.4 Création d'un mouvement en faveur de l'assainissement	32
6.5 Déclenchement institutionnel	33
6.6 Approche en U pour la reproduction des activités à grande échelle	35
6.7 Communication pour le changement comportemental	36
6.8 Développement technologique participatif	37
6.9 Déclenchement de l'échelle de l'assainissement	39
6.10 Indicateurs de pérennité dans le suivi et la vérification de la FDAL	39
6.11 Réflexions	40

Conclusion et marche à suivre pour aller de l'avant

42

Lectures complémentaires	44
--------------------------	----

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



LE DÉCLENCHEMENT :
UNE ÉTAPE CRUCIALE
DU PROCESSUS DE
CHANGEMENT DES
COMPORTEMENTS.
©WSSCC

Lorsqu'un programme d'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène arrive à maturité, le défi n'est plus d'*amener* les communautés au statut FDAL, mais de *maintenir* ce statut. De nombreux programmes se trouvent alors confrontés au problème de la régression. Ce concept désigne un retour aux anciens comportements non hygiéniques, ou bien l'incapacité d'une partie ou de la totalité des membres de la communauté à continuer de satisfaire à tous les critères de la FDAL.

La régression est une question compliquée parce qu'elle se greffe sur la philosophie et la complexité du changement des comportements. De plus, la définition de la régression est liée à celle de la FDAL dans un pays donné. Plus les critères de la FDAL sont rigoureux, plus on est susceptible de rencontrer des cas de régression.

Dans la plupart des programmes, deux niveaux de régression se distinguent : *la régression au niveau des résultats* et *la régression au niveau de l'impact*. Le premier concerne l'application rigoureuse de tous les critères de la FDAL, par exemple l'élimination de la défécation à l'air libre et la disponibilité de latrines protégées des mouches et d'installations pour le lavage des mains dont

l'utilisation est avérée. Le second niveau se rapporte aux impacts négatifs sur la santé et le bien-être en général, comme le retour à une prévalence élevée des maladies et des épidémies liées à un mauvais assainissement et au manque d'hygiène.

PARCOURS DES COMMUNAUTÉS

Pour identifier les types de régression et répondre aux variations de comportement qui en résultent, il convient de se souvenir que le cheminement vers un statut FDAL bien établi est un processus piloté par la communauté. Tout au long de ce processus, la communauté ne cesse de tester et de consolider de nouveaux comportements.

Le changement des comportements d'hygiène et d'assainissement n'est pas un processus linéaire ; il semble que parvenir au statut FDAL ne soit que la première étape d'un processus d'apprentissage communautaire visant à atteindre la maturité en matière de changement comportemental.

ATTEINDRE LA MATURITÉ EN MATIÈRE DE CHANGEMENT COMPORTEMENTAL

À Madagascar, il a été constaté que le processus d'apprentissage communautaire typique pour atteindre ce niveau de maturité pouvait se dérouler ainsi :

- après le déclenchement, une communauté s'efforce de mettre fin à la défécation à l'air libre, puis elle est déclarée FDAL ;
- la communauté retombe fréquemment à un statut non-FDAL en raison de divers facteurs de régression (événements climatiques, caractéristiques géologiques difficiles, événements de la vie et changements socio-économiques) ;
- des interventions sont menées à l'aide de ce qu'on appelle les « facteurs de progression » pour revenir au statut FDAL.

Une tendance commune semble se dégager, à savoir que plus les interventions sont répétées fréquemment et plus le soutien fourni par la suite est important, moins la régression sera grave, jusqu'à ce que la communauté finisse par atteindre la maturité en matière de changement comportemental.

Lorsque la facilitation de l'ATPC est dynamique et de qualité, le statut FDAL devient un état d'esprit au lieu de n'être attribué qu'à des aspects physiques, visibles ou infra-structurels. Il existe une nette différence de mentalité entre une communauté « à l'état d'esprit FDAL », une communauté FDAL de base et une communauté qui continue à pratiquer la défécation à l'air libre. Les communautés qui font preuve de l'état d'esprit FDAL sont plus susceptibles de progresser régulièrement vers la maturité qu'une communauté qui a visiblement intériorisé la FDAL de manière superficielle.

IDENTIFIER LES DIFFÉRENTS TYPES DE RÉGRESSION

Étant donné que la régression est liée au changement des comportements, nous devons supposer qu'il s'agit d'un phénomène dynamique, très varié et propre à un contexte donné. La régression dépend de facteurs internes à la communauté ainsi que de facteurs extérieurs sur lesquels cette dernière a une influence limitée ou nulle.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE RÉGRESSION

- la régression due au non-respect des critères de la FDAL ;
- la régression à l'échelle de la communauté ;
- la régression saisonnière ;
- la régression pour des raisons de commodité ;
- la régression provoquée par des éléments extérieurs ;
- la régression institutionnelle.

De ce fait, la régression est un phénomène fortement lié à son contexte et peut être causée par une multitude de

facteurs, qui se produisent séparément ou qui interagissent entre eux. Pour répondre à la régression, il convient donc d'appliquer des solutions adaptées au contexte local, en s'appuyant sur la créativité de la communauté ainsi que sur la qualité de la facilitation tout au long du processus d'ATPC.

ASSURER LE SUIVI DE LA RÉGRESSION

La mesure de la régression à un moment précis, en fonction de l'observation visuelle de critères techniques et infra-structurels, est un outil de gestion important pour la programmation et le suivi. La rigueur et la politique de tolérance zéro à l'égard du non-respect des critères de la FDAL ne doivent pas être compromises si nous souhaitons assurer la solidité des programmes d'assainissement et d'hygiène. Toutefois, il faut absolument trouver un moyen d'associer ces éléments à une analyse du niveau de modification des comportements collectifs et des résultats de santé dans une communauté donnée. Les programmes pourront ainsi pleinement saisir la régression dans toute sa complexité et sous toutes ses facettes.

Lorsqu'ils évaluent la régression, les vérificateurs externes se contentent bien trop souvent d'indicateurs visibles, sans intégrer le point de vue qualitatif de la communauté ni les impacts quantitatifs en matière de santé. Pour veiller à l'incorporation de tous ces aspects, on peut avoir recours à trois piliers de vérification de la FDAL.

L'expérience croissante des programmes soutenus par le GSF en matière de suivi et d'évaluation montre que l'adhésion aux critères de la FDAL au fil du temps n'est pas linéaire, mais qu'il s'agit plutôt d'un processus du type « deux pas en avant, un pas en arrière ». À cet égard, la régression ne doit pas être examinée ou suivie lors



UNE PROPRIÉTAIRE DE LATRINES MONTRE SES LATRINES PROTÉGÉES DES MOUCHES, QUI AIDENT À PRÉVENIR LA RÉGRESSION AU NIVEAU DES RÉSULTATS.
©WSSCC/MATILDA JERNECK

d'événements ponctuels, comme une question binaire à laquelle on répond « oui » ou « non », mais plutôt périodiquement, comme une échelle variable.

Dans un programme WASH donné, des processus de vérification différents entrepris par divers acteurs peuvent aboutir à des écarts importants dans les résultats rapportés, ce qui montre qu'il convient d'harmoniser de toute urgence les méthodologies de vérification utilisées par les partenaires du secteur. À l'heure actuelle, les méthodologies d'enquête et de vérification de ces acteurs divergent quant à la définition des ménages et des communautés, aux stratégies d'échantillonnage, aux compétences des agents recenseurs et à la connaissance du contexte local. Cela engendre la confusion et ne contribue pas à faire progresser l'apprentissage sectoriel. Les programmes soutenus par le GSF ont rencontré cette difficulté. Le GSF s'emploie donc à mieux harmoniser les approches de vérification en fournissant des efforts continus pour renforcer son système de suivi et d'évaluation et son cadre de résultats.

Il convient en outre de réfléchir à l'objectif des exercices de vérification. De plus, comme la régression est un élément attendu des programmes de changement des comportements en matière d'assainissement et d'hygiène, se contenter de fournir des données quantitatives n'est d'aucune utilité.

L'amélioration des méthodologies de vérification, souvent au moyen de l'apprentissage par la pratique, est fondamentale pour le GSF. Afin que les cadres de suivi puissent saisir la régression dans toute sa complexité, ils doivent être souples et adaptés à la nature dynamique et rapide du changement des comportements.

RÉPONDRE À LA RÉGRESSION ET LA RÉDUIRE

Alors que le programme soutenu par le GSF à Madagascar arrivait à maturité, des efforts considérables ont été fournis pour trouver des stratégies permettant de répondre à la régression et de la prévenir, tout en renforçant la résilience et les capacités de la communauté tout au long du processus d'ATPC.

STRATÉGIES DE RÉPONSE À LA RÉGRESSION

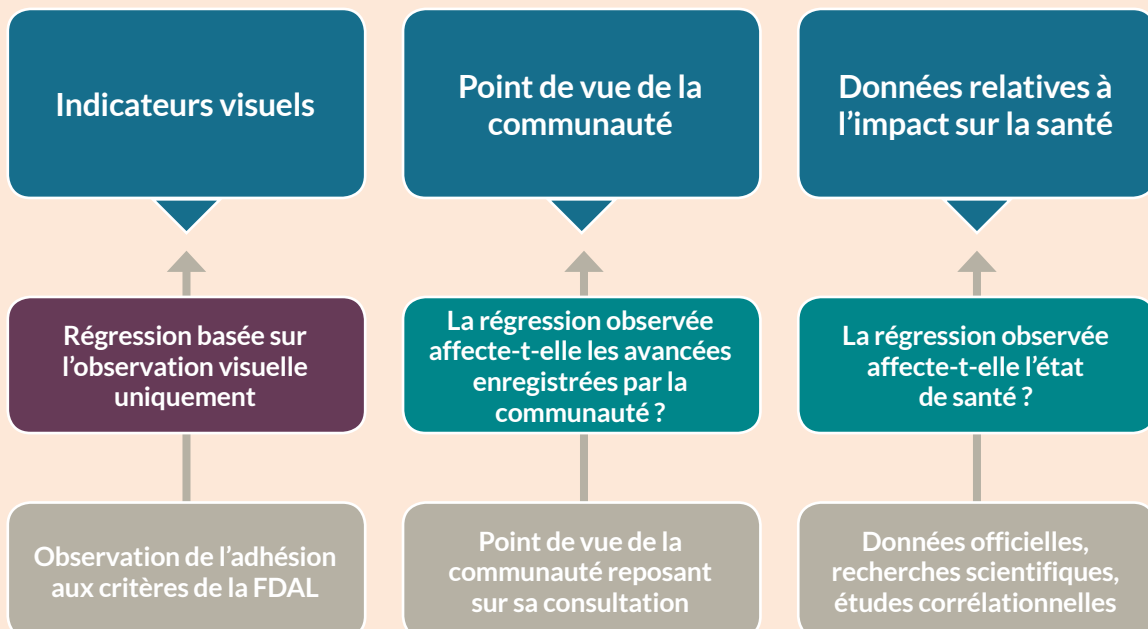
Les stratégies suivantes ont été utilisées par le programme de Madagascar par le biais de facilitation ATPC de haute qualité:

- prédéclenchement approfondi,
- « Follow-up MANDONA »,
- gouvernance de la communauté locale,
- création d'un mouvement en faveur de l'assainissement,
- déclenchement institutionnel,
- approche en U pour la reproduction des activités à grande échelle,
- communication pour le changement comportemental,
- développement technologique participatif,
- déclenchement de l'échelle de l'assainissement,
- indicateurs de pérennité dans le suivi et la vérification de la FDAL.

Certaines de ces stratégies ont également été intégrées et perfectionnées au sein d'autres programmes soutenus par le GSF.

Les trois piliers de la vérification de la FDAL

Lorsqu'ils évaluent la régression, les vérificateurs externes se contentent bien trop souvent d'indicateurs visibles, sans intégrer le point de vue qualitatif de la communauté ni les impacts quantitatifs en matière de santé. Pour veiller à l'incorporation de tous ces aspects, on peut avoir recours à trois piliers de vérification de la FDAL :



MARCHE À SUIVRE POUR ALLER DE L'AVANT

Compte tenu de la complexité de la régression dans l'ensemble des programmes soutenus par le GSF, certains domaines gagneraient à être explorés davantage :

- Mesurer l'impact de la régression visible/observable sur le changement des comportements et les indicateurs de santé.
- Évaluer l'impact de la régression sur l'état de santé de la communauté : y a-t-il un moment pivot d'importance critique, où la régression au niveau des résultats cesse d'influer sur la régression au niveau de l'impact ?
- Étudier les différents types de régression, les dynamiques communautaires et les parcours vers la maturité, ainsi que les facteurs de renforcement des comportements et de pérennité, pour mieux comprendre les facteurs contextuels.
- Comprendre quels outils et stratégies existent/peuvent être développés davantage pour donner aux populations les moyens de gravir de nouveaux échelons sur « l'échelle du changement des comportements ». Comment les programmes peuvent-ils évaluer la profondeur du changement comportemental ? Parvenir au statut FDAL est peut-être le premier échelon de l'échelle du changement des comportements. Quels sont les échelons suivants et comment peuvent-ils être facilités et suivis ?
- Déterminer comment exploiter les données relatives à la régression/à la vérification de la FDAL pour améliorer les programmes et faire progresser l'apprentissage sectoriel. Quelles sont les implications pour la programmation en termes de planification, de mise en œuvre et d'évaluation ?
- Mettre en place des systèmes vigoureux, harmonisés et participatifs de suivi/vérification ayant des incidences raisonnables sur le plan des finances et des ressources humaines. Ceux-ci devraient inclure des définitions convenues, qui ne se bornent pas à un « instantané » de la régression visible, mais qui prennent aussi en considération d'autres aspects de la régression. Une méthodologie standardisée idéale peut-elle exister, étant donné que la régression est variable et propre à un contexte donné ?
- Déterminer comment concevoir des systèmes efficaces pour le suivi à grande échelle, tout en reconnaissant que la pérennité, la qualité et l'échelle sont des éléments inséparables qui se renforcent mutuellement en permanence.
- Explorer les corrélations entre la qualité des agences de mise en œuvre et/ou de l'implication des autorités (locales) et les taux de régression.
- Examiner la qualité du prédéclenchement, du déclenchement, des activités de suivi et, plus important encore, de la facilitation de l'ATPC.

Le GSF est résolu à appuyer la modification durable des comportements en matière d'assainissement et d'hygiène. À cette fin, le Fonds continuera à approfondir sa compréhension des types et des facteurs de régression et de pérennité ainsi que des moyens de les mesurer, à innover et à élaborer et évaluer des méthodologies et approches susceptibles de réduire la régression.



À L'AVENIR, LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITÉS DE SUIVI DE GRANDE QUALITÉ SERA LA CLÉ DE VOÛTE D'UNE RÉPONSE EFFICACE À LA RÉGRESSION. ICI, LES MEMBRES D'UNE COMMUNAUTÉ EN OUGANDA PARTICIPENT À DES ACTIVITÉS EFFICACES DE DÉCLENCHEMENT AU COURS D'UNE SÉANCE « FOLLOW-UP MANDONA ».
©WSSCC/PATRICK ENGLAND

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
FDAL	Fin de la défécation à l'air libre, exempt de défécation à l'air libre
GSF	Fonds mondial pour l'assainissement
WASH	Eau, assainissement et hygiène
WSSCC	Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement

TERMES ET CONCEPTS IMPORTANTS

Assainissement total piloté par la communauté (ATPC)¹ L'ATPC est une approche intégrée qui vise à obtenir et à conserver des communautés exemptes de défécation à l'air libre. L'ATPC consiste à aider une communauté à analyser sa situation en matière d'assainissement, y compris les pratiques de défécation à l'air libre et leurs conséquences, ce qui entraîne une action collective pour parvenir au statut FDAL. L'ATPC vise à provoquer la modification du comportement de toute une communauté sur le plan de l'hygiène et de l'assainissement plutôt qu'à construire des toilettes à l'aide de subventions. Les approches dans le cadre desquelles des personnes venues de l'extérieur « donnent des leçons » aux membres de la communauté ne sont pas considérées comme ATPC.

Les consultants communautaires sont les leaders naturels qui transmettent leur passion pour mettre fin à la défécation à l'air libre à d'autres communautés et qui participent à des séances de déclenchement et à des activités de suivi dans les communautés voisines. Ils peuvent le faire de leur propre chef ou bien en coordination avec des agences de mise en œuvre locales qui versent parfois de petites rémunérations aux consultants communautaires

en contrepartie de l'aide qu'ils apportent aux communautés pour atteindre l'état FDAL.

Déclenchement : dans le contexte de l'ATPC, ce terme désigne un parcours facilité de prise de conscience qui mobilise une communauté et l'incite à prendre des mesures pour éradiquer la défécation à l'air libre et améliorer ses pratiques d'assainissement et d'hygiène. Dans le cadre des programmes soutenus par le GSF, le déclenchement de la communauté a lieu au début du processus d'ATPC, lors d'un événement ou d'une réunion communautaires, à l'aide d'une panoplie d'outils et d'approches. Pendant la séance de déclenchement, une communauté repère les fèces laissées à l'air libre et, comprenant avec l'aide d'un facilitateur qu'ils ingèrent des matières fécales à leur insu, les membres de la communauté prennent des mesures pour mettre un terme à la défécation à l'air libre et améliorer leur comportement en matière d'hygiène et d'assainissement. Le déclenchement peut aussi être facilité tout au long du processus d'ATPC afin de susciter et de maintenir un changement des comportements. Provoquer le dégoût et choquer les populations sont des éléments essentiels de la méthodologie du déclenchement. C'est pourquoi les mots les plus crus et les plus provocants, par exemple « merde », sont utilisés au cours des séances de déclenchement et de la facilitation de l'ATPC en général.

¹ Les définitions de l'ATPC et de la FDAL ont été adaptées de Kar, K. et Chambers, R. (2008). *Manuel de l'assainissement total piloté par la communauté*. Tiré de <http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/cltshandbook.pdf>

Déclenchement institutionnel : il consiste à appliquer les méthodes employées lors du déclenchement communautaire pour provoquer le changement au niveau institutionnel, par exemple au sein des administrations locales et nationales. Le déclenchement institutionnel peut constituer une approche de plaidoyer efficace pour encourager les acteurs et les décideurs influents à s'engager à améliorer l'assainissement et à éliminer la défécation à l'air libre.

Fin de la défécation à l'air libre ou exempt de défécation à l'air libre (FDAL) ces termes désignent généralement une situation dans laquelle les matières fécales ne sont jamais laissées à l'air libre. Dans nombre de pays, les critères de la FDAL applicables aux communautés vont bien au-delà de l'absence visible de fèces à l'air libre. Ainsi, ces critères peuvent exiger la rupture totale de la chaîne de contamination oro-fécale à l'aide de latrines protégées des mouches et de la présence d'installations pour se laver les mains au savon ou avec des cendres. Dans le cadre des programmes soutenus par le GSF, les critères de la FDAL sont définis en fonction des normes nationales.

Échelle : dans le contexte des programmes soutenus par le GSF, travailler « à grande échelle » signifie dépasser les limites d'un village pour faciliter la modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement à un niveau administratif plus élevé, allant des divisions administratives locales aux divisions administratives régionales, telles qu'elles sont définies par les gouvernements nationaux. Les facteurs déterminants et les définitions du travail à grande échelle varient selon le contexte. En ce qui concerne les programmes soutenus par le GSF, planifier de travailler à grande échelle implique d'intégrer des approches pertinentes dans la conception du programme.

Les leaders naturels sont des activistes et des enthousiastes qui se démarquent et assument un leadership au cours des processus ATPC, encourageant leur communauté à mettre fin à la défécation à l'air libre et veillant à ce que chacun puisse accéder à un assainissement et une hygiène adéquats. Hommes, femmes, jeunes et enfants peuvent tous être des leaders naturels.

Régression : ce terme désigne un retour aux anciens comportements non hygiéniques, ou bien l'incapacité d'une partie ou de la totalité des membres de la communauté à continuer de satisfaire à tous les critères de la FDAL. Dans la plupart des programmes WASH, deux niveaux de régression se distinguent : la régression au niveau des résultats — qui concerne l'application rigoureuse de tous les critères de la FDAL, et la régression au niveau de l'impact — qui concerne les impacts négatifs sur la santé et le bien-être en général. Il existe plusieurs types de régression, notamment : le non-respect des critères de la FDAL ; la reprise de la défécation à l'air libre par des membres de la communauté ; la régression saisonnière ; la pratique de la défécation à l'air libre par des membres de communautés FDAL lorsqu'ils se trouvent hors de leur propre communauté ; la régression causée par des communautés extérieures et des conflits communautaires ; la contribution des institutions à une inversion des tendances en matière d'hygiène et d'assainissement.

Agences d'exécution : elles reçoivent des subventions du GSF et gèrent les programmes de pays soutenus par le GSF. Les agences d'exécution qui s'occupent des 13 programmes soutenus par le GSF forment un ensemble très divers, avec notamment des ONG, des entités gouvernementales, des associations et des entreprises privées. Elles sélectionnent, supervisent et soutiennent les agences de mise en œuvre, auxquelles elles allouent des fonds.

Agences de mise en œuvre : elles reçoivent des fonds de la part des agences d'exécution pour mettre en œuvre les activités des programmes de pays au sein des communautés, en fournissant des services techniques dans certains cas. Il s'agit d'ONG, d'entités gouvernementales, d'associations et d'entreprises privées. Le GSF appuie le travail de certaines d'agences de mise en œuvre dans l'ensemble des 13 programmes de pays.

Remarque sur l'utilisation des termes « toilettes » et « latrines » : dans ce document, le terme « toilettes » désigne aussi bien les latrines à fosse que d'autres installations sanitaires, tandis que le terme « latrines » fait explicitement référence aux latrines à fosse.

Remarque sur l'utilisation des termes « communauté » et « village » : le présent document utilise le terme « communauté » pour désigner tout groupe social lié à un village, toute localité ou division administrative participant aux programmes soutenus par le GSF. Le terme « village » est parfois utilisé pour désigner explicitement un village, tel que défini par les critères du pays et du programme soutenu par le GSF. Dans l'ensemble du réseau du GSF, la taille et la structure des communautés et des villages varient énormément. Le GSF s'emploie à harmoniser la façon dont il communique les informations relatives aux communautés et aux villages dans les différents pays qu'il appuie.



LA FIERTÉ QU'ÉPROUVENT LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ, TELS QUE CETTE FEMME MALGACHE, À AMÉLIORER LEURS INSTALLATIONS SANITAIRES PEUT PERMETTRE DE PRÉVENIR LA RÉGRESSION. ©WSSCC

1

INTRODUCTION

Les programmes d'assainissement axés sur le changement comportemental à grande échelle ont souvent pour principal objectif d'aider les communautés à parvenir au statut FDAL (Fin de la défécation à l'air libre). Les critères à remplir pour obtenir ce statut sont définis au niveau local et incluent généralement : l'absence de fèces à l'air libre ; l'accès de tous les membres de la communauté à des latrines rudimentaires, mais protégées des mouches²; la présence de postes de lavage des mains équipés d'eau et de savon ou de cendres à proximité des latrines. À mesure que ces programmes arrivent à maturité et que

² Bien que toutes les latrines protégées des mouches soient conçues de sorte à empêcher les mouches d'entrer dans les latrines, les critères de protection contre les mouches présentent des similarités et des différences d'un programme soutenu par le GSF à l'autre. Par exemple, le programme de Madagascar utilise des critères stricts : la fosse doit être munie d'un couvercle fermant hermétiquement le trou de défécation et empêchant les mouches d'y pénétrer ; si la dalle est en bois, il ne doit pas y avoir de fissures ou de trous entre les planches par lesquels les mouches pourraient passer ; toutes les latrines doivent disposer de cendres, qui seront répandues dans la fosse après chaque utilisation afin d'éliminer les odeurs et les larves de mouches ; les parties humides des latrines et les objets souillés par les matières fécales doivent être recouverts de cendres ; les matériaux de nettoyage anal doivent être éliminés correctement et il doit y avoir un poste de lavage des mains équipé de savon ou de cendres.

le défi change, passant d'amener les communautés au statut FDAL à pérenniser ce statut, nombre d'entre eux sont confrontés au problème de la régression. Ce concept désigne un retour aux anciens comportements non hygiéniques, ou bien l'incapacité d'une partie ou de la totalité des membres de la communauté à continuer de satisfaire à tous les critères de la FDAL.

Bien que le concept de régression ait été traité par plusieurs études et organisations différentes,³ il ne l'a souvent été que dans le cadre d'une attention portée plus largement sur la pérennité des programmes d'assainissement et non comme un thème distinct. Qui plus est, les approches de modification des comportements collectifs appliquées ces dernières années dans le secteur de l'assainissement varient tellement qu'il n'a pas été possible d'arriver à une définition universelle de la régression. Enfin, la régression étant par nature dynamique et propre à un contexte donné, il n'est pas facile de la gérer et de la mesurer, en particulier pour les programmes qui visent une application à grande échelle.

Depuis sa création en 2008, le Fonds mondial pour l'assainissement (GSF) s'efforce de mettre en œuvre à grande échelle des programmes inclusifs, durables et de qualité pour la modification des comportements en matière d'assainissement et d'hygiène. Une évaluation à mi-parcours de sept programmes soutenus par le GSF a montré que, si le Fonds a bien appuyé l'exécution à grande échelle de programmes de qualité en matière d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC), les programmes de pays font face à des problèmes de régression.⁴ En outre, plusieurs études récentes de vérification des résultats et de suivi et évaluation commandées par le GSF ont mis à jour des différences dans les méthodologies de suivi, des variations dans la manière de définir et de comprendre la FDAL, le changement comportemental et la régression, ainsi que des difficultés à refléter et à mesurer la nature dynamique du comportement humain.

Ces résultats et d'autres constatations ont incité le GSF à se lancer dans un processus d'apprentissage. Il a entrepris de nombreuses activités à cet égard, notamment : un atelier à Genève avec des représentants du programme soutenu par le GSF à Madagascar et de la CLTS Foundation ; des événements parallèles durant la Semaine mondiale de l'eau 2015 ; une discussion en ligne menée par le WSSCC et l'Alliance pour l'assainissement durable sur le thème « FDAL et régression »⁵ ; une réunion pédagogique du GSF

rassemblant tous les programmes de pays soutenus par le Fonds pour discuter d'un éventail de problématiques diverses, dont la régression ; le présent document afin de générer des réflexions et des discussions supplémentaires.

Ce document de réflexion examine comment distinguer les nuances et les types de régression ; il étudie les stratégies qui visent à y répondre, à les prévenir et à les réduire ainsi que d'autres systèmes de suivi permettant de mieux appréhender la complexité de la régression. Les analyses et les réflexions reposent sur une expérience directe de terrain, provenant essentiellement du programme soutenu par le GSF à Madagascar. De plus, ce document est sous-tendu par un principe fondamental, à savoir que la régression est un aspect attendu des interventions en hygiène et assainissement qui sont axées sur la modification des comportements, surtout celles qui sont conduites à grande échelle, et qu'il ne s'agit pas d'un signe de l'échec de ces dernières. Le document étudie les thèmes suivants et se termine par une brève conclusion et une liste des questions à approfondir :

THÈMES ABORDÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

- I. Définir les nuances de la régression et son impact
- II. Explorer le parcours des communautés
- III. Identifier les différents types de régression
- IV. Assurer le suivi de la régression
- V. Répondre à la régression et la réduire

Les réflexions présentées dans ce document reposent essentiellement sur l'expérience du programme soutenu par le GSF à Madagascar, mais aussi sur celle de quelques autres pays soutenus par le GSF, notamment le Nigéria. Depuis sa création, le programme mis en œuvre à Madagascar est le laboratoire de nombreux aspects programmatiques et techniques des interventions de modification des comportements en matière d'assainissement axées sur l'ATPC et menées à grande échelle. Comme il s'agit du tout premier programme soutenu par le GSF, l'importance d'analyser les réussites, les échecs et les difficultés rencontrées, ainsi que d'en tirer des enseignements est de plus en plus profondément ancrée dans son ADN. Nous sommes convaincus que cela a rendu le programme plus intelligent, plus intuitif et extrêmement sensible au contexte national. De la même manière, le présent document est une première étape dans notre tentative de tirer des leçons des différents types de régression afin de mieux comprendre ce phénomène et de consolider notre programmation à Madagascar et ailleurs.

³ Voir, par exemple : Tyndale-Biscoe, P., Bond, M. et Kidd, R. (2013). *Étude sur la durabilité du statut FDAL*. Tiré de http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Plan_International_ODF_Sustainability_Study.pdf; WEDC, HYDROCONSEIL et ECOPIS. (2014). *Evaluation of the WASH Sector Strategy "Community Approaches to Total Sanitation" (CATS)*. Retrieved from http://www.unicef.org/evaluation/files/Evaluation_of_the_WASH_Sector_Strategy_FINAL_VERSION_March_2014.pdf;

O'Connell, K. (2014). *What Influences Open Defecation and Latrine Ownership in Rural Households?: Findings from a Global Review*. Tiré de <http://www.wsp.org/sites/wsp.org/files/publications/WSP-What-Influences-Open-Defecation-Global-Sanitation-Review.pdf>

⁴ Voir Keen, M. et O'Reilly, S. (2015). *Global Sanitation Fund Mid-Term Evaluation - Synthesis Note for Tranche 1: Madagascar, Nepal, Senegal, Malawi, India, Cambodia and Uganda*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/global-sanitation-fund-mid-term-evaluation-synthesis-note/>

⁵ Voir: Keatman, T. (2015). *Thematic Discussion: Sanitation and hygiene behaviour change programming for scale and sustainability*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/discussion-synthesis-sanitation-hygiene-behaviour-change-programming-scale-sustainability/>

2

DÉFINIR LES NUANCES DE LA RÉGRESSION ET SON IMPACT

Pour définir la régression et ses nuances, nous devons commencer par définir la FDAL. S'agit-il seulement d'éliminer les fèces laissées à l'air libre ? Ou bien la FDAL implique-t-elle aussi de rompre complètement la chaîne de transmission oro-fécale au moyen de latrines protégées des mouches et d'installations pour le lavage des mains ? La régression suggère-t-elle que les populations reviennent à la pratique de la défécation à l'air libre ? Ou concerne-t-elle plus fréquemment le non-respect des critères de la FDAL (absence d'installations pour le lavage des mains et/ou leur non-utilisation, absence de couvercle sur le trou de défécation, etc.) ?



La régression est une question compliquée parce qu'elle se greffe sur la philosophie et la complexité du changement des comportements. Le débat mondial sur la régression semble parfois partir de l'idée que les comportements humains sont statiques et prévisibles. Ces discussions suggèrent d'une certaine façon que l'être humain agit en toute conscience et dans son intérêt personnel, et que son comportement est indépendant du contexte social dans lequel il évolue. De cette manière, le débat sur la régression est réduit à la recherche de chiffres et de pourcentages. Il se peut qu'il s'agisse là d'un vestige de l'époque où l'on suivait le nombre de latrines construites, sans se préoccuper de savoir si elles étaient vraiment utilisées et de quelle façon.

La définition de la régression est liée à celle de la FDAL. Qui plus est, certains pays utilisent des critères plus rigoureux que d'autres en matière de FDAL. Dans les pays soutenus par le GSF comme le Bénin, le Kenya, Madagascar, le Nigéria, le Togo et l'Ouganda, le statut FDAL implique de complètement rompre la chaîne de transmission oro-fécale. Dans ces pays, cela se fait au moyen de trois critères clés : il ne doit pas y avoir de fèces laissées à l'air libre, toutes les latrines doivent être protégées contre les

mouches, avec des éléments attestant de leur utilisation continue, et la communauté doit disposer d'installations pour le lavage des mains, munies d'eau et de savon ou de cendres. Comme il s'agit de la définition de la FDAL en vigueur dans ces pays-là, c'est également celle qu'utilisent les programmes soutenus par le GSF, tel que stipulé dans leurs propositions de programme de pays. Cependant, dans d'autres pays comme le Malawi et la Tanzanie, la définition nationale de la FDAL — et, par conséquent, celle que le GSF utilise — fait uniquement référence à l'élimination des fèces à l'air libre. L'existence de latrines protégées contre les mouches et d'installations pour le lavage des mains peut être qualifiée de « FDAL+ ». Voir le graphique 1 pour un aperçu des différents indicateurs employés par les programmes soutenus par le GSF. Plus les critères de la FDAL sont rigoureux, plus on est susceptible de rencontrer des cas de régression. Dans le même temps, on peut faire valoir que lorsque les critères de la FDAL sont plus exigeants, la qualité — et même l'impact — de l'intervention est renforcée et peut-être plus durable.

Dans la plupart des programmes, deux niveaux de régression se distinguent : *la régression au niveau des résultats* et *la régression au niveau de l'impact*. Le premier concerne

TABLEAU 1: CRITÈRES NATIONAUX DE LA FDAL POUR LES PROGRAMMES SOUTENUS PAR LE GSF :

TOUS LES PAYS	Pas de matières fécales à l'air libre
	Chaque ménage a accès à des latrines
	Signes attestant de l'utilisation permanente des latrines
LA PLUPART DES PAYS	Les latrines sont propres (pas de défécation à l'air libre et élimination adéquate des matériaux utilisés pour s'essuyer)
	Les latrines sont complètement inaccessibles aux mouches
	Le trou de défécation est recouvert
	Chaque ménage dispose d'un poste de lavage des mains équipé de savon ou de cendres
	La superstructure des latrines garantit l'intimité des utilisateurs
CERTAINS PAYS	Tous les ménages disposent de latrines
	Tous les ménages disposent de latrines améliorées conformes aux normes nationales
	Des cendres sont répandues à l'intérieur de la fosse
	Des latrines sont disponibles dans les institutions publiques

l'application rigoureuse de tous les critères de la FDAL, par exemple l'élimination de la défécation à l'air libre et la disponibilité de latrines protégées des mouches et d'installations pour le lavage des mains, dont l'utilisation est avérée. Le second niveau se rapporte aux impacts négatifs sur la santé et le bien-être en général, comme le retour à une prévalence élevée des maladies et des épidémies liées à un mauvais assainissement et au manque d'hygiène.

Dans le cadre du programme soutenu par le GSF à Madagascar, le type de régression le plus couramment identifié est la régression au niveau des résultats, lorsqu'une communauté ne parvient pas au statut FDAL parce qu'au moins une des latrines ne satisfait pas aux critères de la FDAL. Si la facilitation de l'ATPC est de bonne qualité — ce qui est l'une des clés d'une modification véritable et durable des comportements —, très peu de communautés reprennent leurs anciennes habitudes de défécation à l'air libre dans les buissons, les ruisseaux ou ailleurs dans la nature. Cependant, un grand nombre d'entre elles ne parviennent tout simplement pas à remplir tous les critères à la fois (voir le chapitre 4 sur les différents types de régression).

La plupart des recherches touchant à l'impact de la FDAL sur la santé ou à la régression au niveau de l'impact sont liées à des interventions qui ont parfois abouti à une augmentation avérée de la couverture de l'assainissement, mais pas à une couverture totale ni à l'adhésion à des critères spécifiques de la FDAL.⁶ Le secteur a besoin de davantage de données probantes montrant qu'une rupture complète de la chaîne de transmission oro-fécale par le biais des trois critères clés mentionnés précédemment

conduit bien à un impact significatif sur la santé. En outre, combien de temps faut-il attendre après avoir obtenu le statut FDAL pour ressentir ces impacts ?

Ce n'est qu'une fois que le lien entre les résultats et l'impact sera solidement établi que nous pourrions commencer à déterminer à partir de quel moment la régression au niveau des résultats mène à une régression au niveau de l'impact. Si la régression au niveau des résultats est élevée, elle affecte de toute évidence la régression au niveau de l'impact, car la voie de transmission oro-fécale n'a pas été entièrement rompue. Cependant, existe-t-il un moment pivot où la régression au niveau des résultats a diminué jusqu'à un niveau minimal et n'influe donc plus sur la régression au niveau de l'impact ? Il s'agirait d'un scénario où, même si certains membres de la communauté n'utilisent plus de latrines protégées contre les mouches, le risque de propagation des maladies est réduit. Les communautés sont protégées parce que suffisamment de personnes ont de bonnes pratiques d'assainissement et d'hygiène. En ce cas, quand cela se produit-il ? Est-il impératif que ces comportements humains suivent une certaine période d'adhésion totale aux trois critères de la FDAL ? Ou bien l'impact sur la santé peut-il déjà être prouvé lorsque l'on atteint un certain seuil de ménages adhérant aux trois critères, ou peut-être seulement à certains d'entre eux ? Nous estimons qu'il faut de toute urgence mener davantage de recherches pour répondre à ces trois questions.

⁶ Voir, par exemple : Clasen, T., et coll. (2014). *Effectiveness of a rural sanitation programme on diarrhoea, soil-transmitted helminth infection, and child malnutrition in Odisha, India: a cluster-randomised trial*. Tiré de [http://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X\(14\)70307-9.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X(14)70307-9.pdf). L'intervention a amélioré la couverture moyenne des latrines au niveau des villages, qui est passée de 9 à 63 pour cent des ménages, mais n'a pas réussi à faire la preuve d'un impact sur la santé.

AU SEIN DES COMMUNAUTÉS MALGACHES, PRÉVENIR LA RÉGRESSION AU NIVEAU DES RÉSULTATS - LA FORME LA PLUS COURANTE DE RÉGRESSION OBSERVÉE PAR LE PROGRAMME SOUTENU PAR LE GSF - REPOSE SUR L'APPLICATION RIGOREUSE DE TOUS LES CRITÈRES DE LA FDAL. CES CRITÈRES COMPRENNENT LA DISPONIBILITÉ ET L'UTILISATION DE LATRINES PROTÉGÉES DES MOUCHES ET D'INSTALLATIONS POUR LE LAVAGE DES MAINS, TELLES QUE CELLES MONTRÉES ICI. ©WSSCC/CAROLIEN VAN DER VOORDEN





3

PARCOURS DES COMMUNAUTÉS

Pour identifier les types de régression et répondre aux variations de comportement qui en résultent, il convient de se souvenir que le cheminement vers un statut FDAL bien établi est un processus piloté par la communauté. Tout au long de ce processus, la communauté ne cesse de tester et de consolider les nouveaux comportements. Cela nous amène à poser la question suivante : existe-t-il une échelle du changement des comportements en matière d'assainissement sur laquelle la FDAL n'est que le premier échelon ?

Le changement des comportements d'hygiène et d'assainissement n'est pas un processus linéaire ; il semble que parvenir au statut FDAL ne soit que la première étape d'un processus d'apprentissage communautaire visant à atteindre la maturité en matière de changement comportemental.

ATTEINDRE LA MATURITÉ EN MATIÈRE DE CHANGEMENT COMPORTEMENTAL

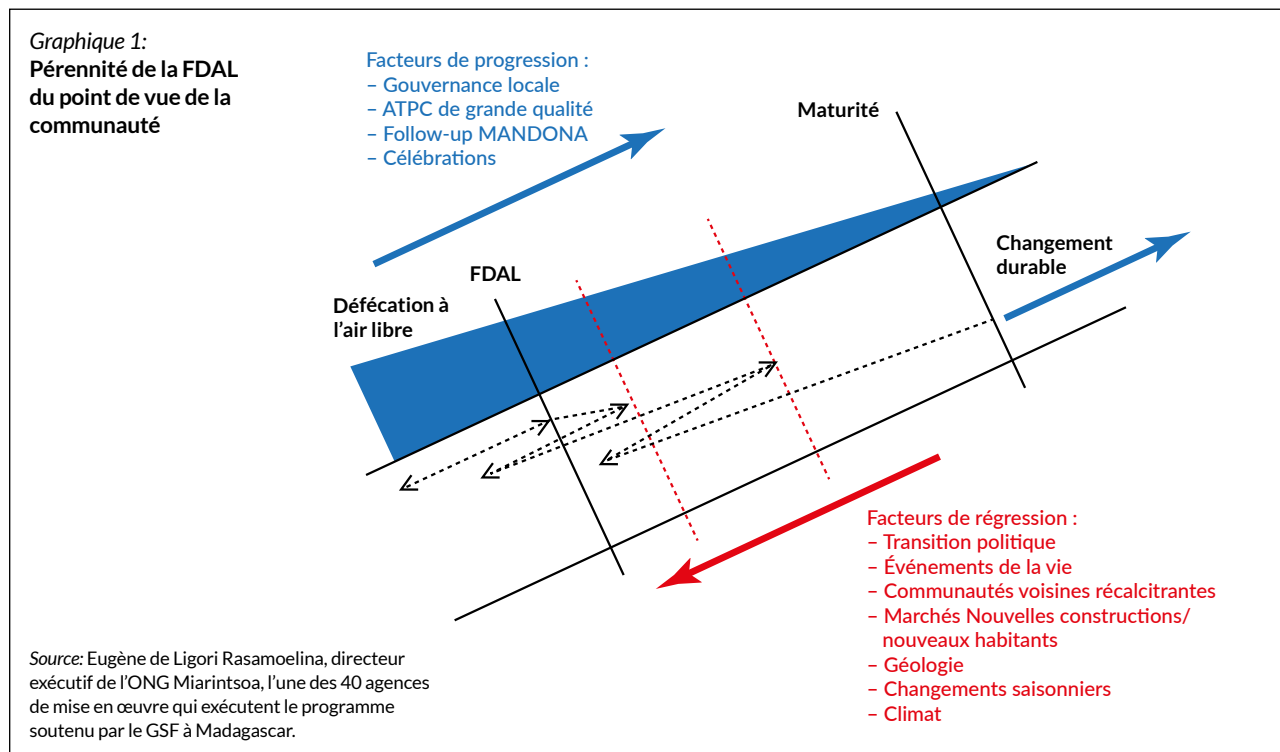
À Madagascar, il a été constaté que le processus d'apprentissage communautaire typique pour atteindre ce niveau de maturité pouvait se dérouler ainsi :

- après le déclenchement, une communauté s'efforce de mettre fin à la défécation à l'air libre, puis elle est déclarée FDAL ;
- la communauté retombe fréquemment à un statut non-FDAL en raison de divers facteurs de régression (événements climatiques, caractéristiques géologiques difficiles, événements de la vie et changements socio-économiques) ;
- des interventions sont menées à l'aide de ce qu'on appelle les « facteurs de progression » pour revenir au statut FDAL, notamment une facilitation de bonne qualité, la gouvernance locale et des célébrations (voir le chapitre 6 sur la manière de répondre à la régression et de la réduire).

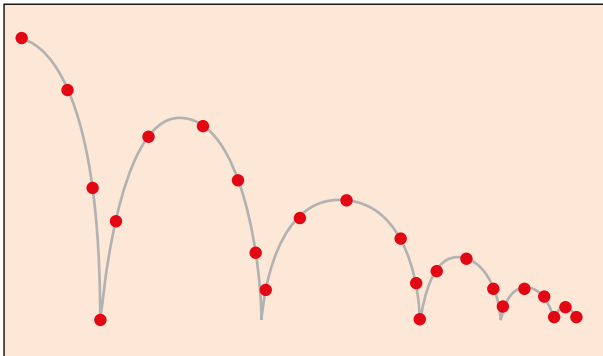
Une tendance commune semble se dégager, à savoir que plus les interventions sont répétées fréquemment et plus le soutien fourni par la suite est important, moins la régression sera grave, jusqu'à ce que la communauté finisse

par atteindre la maturité en matière de changement comportemental. Qui plus est, au cours des premières phases du parcours de la communauté, qui part de la défécation à l'air libre pour parvenir à la FDAL et, finalement, à la maturité en matière de changement comportemental, l'implication d'acteurs extérieurs comme les facilitateurs des agences de mise en œuvre est intense. À mesure que la communauté progresse vers la maturité, ces acteurs extérieurs se retirent progressivement pour transférer le leadership et la responsabilité de l'assainissement à des acteurs internes, par exemple les leaders naturels, les politiciens locaux et d'autres représentants communautaires. Pour atteindre le stade où les comportements en matière d'hygiène et d'assainissement sont durablement établis et font partie des habitudes, même face aux menaces, il est essentiel que ce transfert depuis les facilitateurs externes jusqu'aux membres de la communauté ait lieu. En outre, les facilitateurs (internes et externes) doivent être conscients des facteurs de régression auxquels une communauté donnée est particulièrement sensible afin de pouvoir prévenir la réaction de la communauté si ces facteurs surviennent. Tous ces facteurs entrent en jeu lorsque l'on détermine dans quelle mesure le changement comportemental est durable. Le graphique 1 ci-dessous illustre ce cheminement. Une discussion plus approfondie des activités et des outils qui accompagnent ce parcours est proposée au chapitre 6, qui traite de la réduction de la régression.

Pour montrer que le passage de la défécation à l'air libre au statut FDAL puis, pour finir, à la maturité en matière de changement comportemental se fait graduellement, on peut aussi comparer ce processus à celui d'une balle qui rebondit. Chaque rebond est plus petit que le précédent et la balle finit par rouler par terre en suivant une



trajectoire linéaire, à moins que des obstacles majeurs ne viennent bloquer sa route et qu'elle ne s'arrête (voir le graphique 2 ci-dessous).



Graphique 2: Analogie de la « balle qui rebondit » pour représenter la régression

Cette trajectoire d'apprentissage communautaire nous amène au concept d'échelle du changement des comportements en matière d'assainissement. Il est bien évident que le changement des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement se fait progressivement. Nous avons besoin d'un moyen comparable à l'échelle de l'assainissement, qui est avant tout représentée comme une échelle axée sur les infrastructures et la technologie, pour exprimer l'amélioration de l'assainissement en termes de modification des comportements. Dans ce scénario, un changement réel et durable des comportements représenterait le « sommet de l'échelle ». L'échelle d'efficacité de l'hygiène proposée par Dubé et coll.⁷ va un peu dans ce sens. Cependant, le contexte pourrait être davantage pris en compte en s'appuyant sur le concept de trajectoire d'apprentissage communautaire et en intégrant d'autres indicateurs qui reflètent mieux les changements liés au comportement au sein d'une communauté.

La modification des comportements ne se passe pas du jour au lendemain, mais se renforce au fil du temps. De quels outils et stratégies disposons-nous pour donner aux populations les moyens de continuer à gravir les échelons de l'échelle du changement comportemental ? Comment pouvons-nous évaluer la profondeur du changement des comportements ? Poursuivant l'argument théorique qui repose sur les recherches menées dans ce domaine, on peut dire que l'habitude est un élément important du comportement. On estime en effet que 45 pour cent de notre vie quotidienne relève du domaine de l'« habitude ». C'est notamment le cas des séquences d'activités liées à nos fonctions corporelles, comme le matin au réveil, lorsque nous répétons souvent les mêmes gestes dans le même ordre, machinalement, sans y penser. Par exemple : nous nous levons, nous nous étirons, nous allons aux toilettes, nous nous lavons les mains, nous nous rinçons le visage à l'eau fraîche, nous nous brossons les dents, et ainsi de suite. Pour modifier des comportements comme la défécation à l'air libre et le lavage des mains, il faut changer les habitudes ou en créer de nouvelles. Une fois

que de nouvelles habitudes ont été créées, il y a plusieurs moyens de les faire « tenir » plus facilement.

Les travaux de David Neal et ses collègues⁸ sur la science de l'habitude et les huit principes de la construction des habitudes, qui comprennent l'élimination du choix, la création de signaux déclencheurs et la modification des normes sociales, représentent une autre perspective intéressante à cet égard. Certains de ces principes ont été appliqués avec succès par des interventions de modification des comportements en matière de lavage des mains. Ainsi, dans le cadre d'une étude sur le recours aux « coups de pouce » (*nudges*, en anglais) pour inciter les populations à adopter de bonnes pratiques, des traces de pas menant des latrines scolaires au poste de lavage des mains ont été peintes sur le sol avec des couleurs vives, ce qui s'est traduit par une nette amélioration des habitudes des élèves en matière d'hygiène des mains.⁹ En outre, ces principes sont des éléments importants d'un ATPC réussi. Mieux comprendre comment l'ATPC modifie les habitudes et si les « principes de construction des habitudes » sont à même de mieux éclairer l'ATPC, et de quelle manière, pourrait contribuer à assurer la pérennité du changement des comportements sanitaires qui a été obtenu par le biais des programmes soutenus par le GSF.

On peut caractériser la maturité du changement comportemental par la façon dont une communauté utilise l'énergie et le sentiment collectif de responsabilité déclenchés par l'ATPC pour améliorer d'autres aspects de la vie communautaire, au-delà de l'assainissement. Cette description repose sur l'expérience du programme soutenu par le GSF à Madagascar. Au cours de ce programme, l'énergie libérée par le biais de l'ATPC s'est transformée en conviction et en volonté de trouver des solutions locales à tout un éventail de problèmes communautaires, au lieu d'attendre l'arrivée d'aides et de subventions. Ce phénomène s'est ainsi manifesté dans l'amélioration de la productivité agricole, des activités génératrices de revenus ainsi que de l'éducation et de la santé. Lorsque la facilitation de l'ATPC est dynamique et de qualité, la FDAL devient un état d'esprit au lieu de n'être attribuée qu'à des aspects physiques, visibles ou infrastructurels. Il existe une nette différence de mentalité entre une communauté « à l'état d'esprit FDAL », une communauté FDAL de base et une communauté qui continue à pratiquer la défécation à l'air libre.

Les communautés qui font preuve de l'état d'esprit FDAL sont plus susceptibles de progresser régulièrement vers la maturité qu'une communauté qui a visiblement intériorisé la FDAL de manière superficielle, se limitant aux caractéristiques physiques des latrines. Dans une communauté qui présente l'état d'esprit FDAL à un degré élevé, on remarque des signes visibles de propreté, mais on peut aussi généralement sentir qu'elle commence à

7 Dubé, A., Burr, P., Potter A., van de Reep, M. (2012). *Assessing hygiene cost-effectiveness: a methodology*. La Haye : Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC). Tiré de http://www.ircwash.org/sites/default/files/working_paper_7_-_assessing_hygiene_cost-effectiveness_a_methodology.pdf

8 Voir, par exemple Neal, D., Vujcic, J., Hernandez, O. et Wood, W. (2013). *Handwashing and the Science of Habit* [diapositives PowerPoint]. Retrieved from <http://whconference.unc.edu/files/2014/11/neal.pdf>; ou voir : Neal, D., Vujcic, J., Burns, R., Wood, W. et Devine, J. (2016). *Nudging and Habit Change for Open Defecation: New Tactics from Behavioral Science*. Tiré de <http://documents.worldbank.org/curated/en/90501146799070572/Nudging-and-habit-change-for-open-defecation-new-tactics-from-behavioral-science>

9 Dreifelbis, R., Kroeger, A., Hossain, K., Venkatesh, M., Ram, P.K. (2016). Behavior Change without Behavior Change Communication: nudging handwashing among primary school students in Bangladesh. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 13 (1). Tiré de <http://www.mdpi.com/1660-4601/13/1/129/htm>

se détacher de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. On constate de plus une forte envie de relever de nouveaux défis pour poursuivre le développement de la communauté. Pour prendre un exemple concret, lorsqu'on visite une communauté où la défécation à l'air libre est encore très répandue, il y a non seulement des fèces en plein air, mais il est aussi plus fréquent que les membres de la communauté demandent une aide financière ou d'autres formes de soutien en nature. De même, une communauté où la FDAL est superficielle pourrait encore avoir tendance à penser en termes de dépendance. En revanche, dans une communauté où la FDAL est devenue un état d'esprit, il est plus fréquent que les membres de la communauté montrent fièrement ce qu'ils ont accompli par eux-mêmes, sans soutien financier extérieur. Il est par conséquent moins probable qu'ils réclament de l'argent ouvertement. L'expérience suggère que lorsqu'une communauté exploite l'énergie mobilisée par le biais de l'ATPC pour satisfaire ses besoins dans d'autres domaines que l'assainissement, c'est généralement un signe que le changement est parvenu à maturité et qu'il est durable. Une telle mobilisation des membres de la communauté renforcera en effet la modification positive des comportements qui a eu lieu et elle constitue aussi un moyen de consolider les mécanismes internes de suivi communautaire.

Enfin, le moment où le changement des comportements en matière d'assainissement arrive à maturité peut prêter à discussion. Est-ce au cours de cette génération ou de la

suivante ? La maturité est-elle atteinte lorsqu'une nouvelle génération « naît FDAL », ce qui pourrait être un processus très long ? À l'inverse, l'un des signes les plus clairs qu'un véritable changement de comportement s'est produit ne pourrait-il pas être le moment où les personnes âgées abandonnent soudain la pratique de la défécation à l'air libre — une habitude pourtant bien enracinée — pour adopter de bonnes pratiques d'assainissement ? Il s'agit là en effet d'un résultat remarquable au sens où elles ont éliminé une pratique qui a marqué leur vie entière ; un comportement typique à l'époque de leurs ancêtres et des générations qui les ont précédés. Grâce à des interventions visant à modifier les comportements, elles ont réalisé que le statut FDAL s'accompagne de nombreux avantages. Quand nous ciblons la prochaine génération, nous disons souvent que les enfants sont les vecteurs du changement. Mais les personnes âgées peuvent certainement l'être aussi, en particulier parce qu'elles bénéficient souvent d'un grand respect ou d'un statut privilégié. Si nous souhaitons être plus ambitieux dans nos efforts de lutte contre la crise de l'assainissement, nous ne devons pas l'oublier.

Le GSF entend réaliser des recherches qualitatives supplémentaires sur ces parcours communautaires. Nous explorerons l'emploi de la théorie ancrée ainsi que d'autres approches de recherche inductive, en testant les concepts qui émergent des réalités sociales dans les programmes soutenus par le GSF.



4

IDENTIFIER LES DIFFÉRENTS TYPES DE RÉGRESSION

Étant donné que la régression est liée au changement des comportements, nous devons supposer qu'il s'agit d'un phénomène dynamique, très varié et propre à un contexte donné. La régression dépend de facteurs internes à la communauté ainsi que de facteurs extérieurs sur lesquels cette dernière a une influence limitée ou nulle. En gardant cela à l'esprit, quels types de régression pouvons-nous discerner ? La régression peut-elle se mesurer sur une échelle mobile, qui varie au fil du temps et des saisons ? Si ces différents types sont identifiés, sera-t-il alors possible de prévenir et d'éviter la régression ?



Nous pouvons ici reprendre l'analogie de la balle qui rebondit. Si les raisons pour lesquelles la balle rebondit et les comportements varient au fil du temps sont nombreuses, on peut distinguer plusieurs types de régression, liés à un ensemble de facteurs, dont des facteurs climatiques (par ex., sécheresses, inondations, cyclones, déforestation), les caractéristiques géologiques (par ex., sol sableux ou rocheux, nappe phréatique peu profonde), des facteurs socio-économiques (par ex., instabilité des revenus, problèmes de sécurité/conflits, fluctuation du taux de pauvreté, migration, événements sociaux et passivité) et des forces institutionnelles/politiques (changement des politiques gouvernementales, approches contradictoires des interventions WASH, etc.).

LES DIFFERENTS TYPES DE REGRESSION¹⁰

- régression due au non-respect des critères de la FDAL ;
- régression à l'échelle de la communauté ;
- régression saisonnière ;
- régression pour des raisons de commodité ;
- régression provoquée par des éléments extérieurs ;
- régression institutionnelle.

¹⁰ Ces types de régression ont été définis à partir de l'expérience acquise dans le cadre des programmes soutenus par le GSF à Madagascar et au Nigéria.

4.1 RÉGRESSION DUE AU NON-RESPECT DES CRITÈRES DE LA FDAL (RÉGRESSION AU NIVEAU DES RÉSULTATS)

Ce type de régression est le plus fréquent à Madagascar, ce qui s'explique peut-être en partie par le fait que le programme applique une politique de tolérance zéro à l'égard du non-respect d'un ou de plusieurs des critères de la FDAL. Cela signifie que, même si une seule des latrines de la communauté n'atteint pas les normes relatives aux latrines protégées contre les mouches, la communauté tout entière est considérée comme n'ayant pas atteint le statut FDAL (même si elle avait auparavant été déclarée FDAL). De tels manquements peuvent, par exemple, être liés à la mauvaise position des couvercles sur les trous de défécation, au manque de cendres dans les latrines, à l'absence de savon, de cendres ou d'eau dans les installations pour le lavage des mains et à la présence de matériaux de nettoyage anal utilisés et non recouverts. Ce type de régression peut être imputable à un manque de compréhension de la voie de transmission oro-fécale et à l'absence d'un véritable changement comportemental. Cependant, le plus souvent, il s'agit tout simplement d'une erreur humaine, d'un oubli ou d'indolence, surtout lorsqu'un seul ménage en est responsable. Il est extrêmement important de faire le lien entre ce type de régression et les moments pivots évoqués au chapitre 2. Cet élément reste à étudier et représente un aspect essentiel des recherches à entreprendre. .



DES LATRINES PROTÉGÉES DES MOUCHES À MADAGASCAR. ©WSSCC/CAROLIEN VAN DER VOORDEN

4.2 RÉGRESSION À L'ÉCHELLE DE LA COMMUNAUTÉ

Ce type de régression désigne toute situation où l'ensemble de la communauté ou la grande majorité de ses membres ne respectent pas les critères de la FDAL ou bien recommencent à pratiquer la défécation à l'air libre après avoir atteint le statut FDAL. La régression à l'échelle de la communauté indique que la modification des comportements collectifs est faible ou n'a pas eu lieu, ce qui est généralement imputable à la mauvaise qualité de la facilitation pendant le déclenchement de l'ATPC et les processus de suivi.

4.3 RÉGRESSION SAISONNIÈRE

Le type de régression saisonnière le plus courant est lié à la saison sèche et à la saison des pluies. Il se peut que les ménages utilisent les latrines pendant la saison sèche, mais qu'à la saison des pluies, les latrines s'écroulent ou se remplissent d'eau en raison des précipitations. Il est impossible de reconstruire ou de réparer ces latrines avant la fin de la saison des pluies, qui peut être à plusieurs mois de là (il est en effet difficile de creuser des fosses solides quand le sol est gorgé d'eau). En attendant, les membres de la communauté reprennent parfois leurs anciennes habitudes de défécation à l'air libre ou creusent des trous pour y enfouir leurs fèces (si le changement de comportement a été relativement intériorisé). De plus, ce type de régression est aggravé par le fait que les facilitateurs des agences de mise en œuvre ne sont pas toujours en mesure d'effectuer des visites de suivi dans ces communautés pendant plusieurs mois, parce que la zone est inaccessible. Cette régression en dents de scie affecte rarement l'ensemble de la communauté ; elle concerne plutôt un petit nombre de ménages, dont les latrines ont été affectées. Ce type de régression saisonnière a été observé dans le cadre des programmes soutenus par le GSF à Madagascar et au Nigéria.

En outre, une sécheresse peut amener les ménages à arrêter de se laver les mains pendant quelque temps pour essayer d'économiser l'eau. Ainsi, dans certaines parties du sud-ouest de Madagascar, une région extrêmement sujette à la sécheresse, les communautés ont du mal à conserver leur statut FDAL tout au long de l'année. Dans certains cas, il faut faire 20 km à pied pour atteindre le point d'eau le plus proche. Pendant la saison sèche et en période de grande sécheresse, les communautés mettent de côté la nécessité d'avoir de l'eau pour se laver les mains. Lorsque l'eau est extrêmement rare, ce n'est tout simplement pas une priorité. Or, quand il n'y a pas d'eau dans les installations pour le lavage des mains, les latrines ne sont pas considérées comme étant protégées des mouches. On trouve un autre exemple de ce phénomène lorsque les cendres — qui peuvent servir au lavage des mains ou à l'élimination des mauvaises odeurs lorsqu'elles sont répandues dans les fosses — viennent à manquer à certains moments de l'année en raison des caractéristiques de la végétation. Il se peut donc que certains des critères relatifs aux latrines protégées des mouches ne soient pas satisfaits. Dans certaines communautés, le statut FDAL est étroitement lié aux périodes de récolte et de sécurité

alimentaire. En effet, les communautés estiment alors disposer de plus de temps et d'argent pour construire et utiliser des latrines puisque le revenu des ménages a augmenté grâce à la récolte. En revanche, durant la saison culturale, lorsque les revenus des ménages sont faibles et leurs économies au plus bas, la construction de latrines est parfois considérée comme un luxe qui peut être remis à plus tard.

4.4 RÉGRESSION POUR DES RAISONS DE COMMODITÉ

On parle de « régression pour des raisons de commodité » lorsque des membres d'une communauté FDAL défèquent à l'air libre quand ils sont dans les champs ou dans tout autre endroit extérieur à leur communauté qui ne dispose pas d'installations sanitaires, par exemple une gare routière ou un marché. Comme dans le cas de la régression à l'échelle de la communauté, ce phénomène s'explique avant tout par la mauvaise qualité de la facilitation de l'ATPC : la modification des comportements en matière d'assainissement reste médiocre, car les membres de la communauté n'intériorisent pas les raisons pour lesquelles il faut mettre fin à la défécation à l'air libre. Il souligne aussi l'importance du déclenchement institutionnel¹¹ et de l'implication des administrations locales et d'autres acteurs pour faciliter la construction d'installations sanitaires publiques à des endroits stratégiques.

4.5 RÉGRESSION PROVOQUÉE PAR DES ÉLÉMENTS EXTÉRIEURS

On trouve ce type de régression là où il y a des conflits intercommunautaires ou intracommunautaires qui provoquent le déplacement des ménages et des communautés. Les communautés qui accueillent des personnes déplacées provenant de zones de conflit voient alors leurs installations mises à rude épreuve et les nouveaux venus ne veulent pas toujours utiliser les latrines, parce que le déclenchement n'a peut-être pas eu lieu dans leur communauté d'origine. À l'inverse, il se peut que certaines familles qui avaient arrêté de déféquer à l'air libre reprennent leurs anciennes habitudes lorsqu'elles sont déplacées suite à un conflit. Ce phénomène peut être aggravé par le fait que les seuls terrains disponibles pour les loger sont accidentés ou gorgés d'eau.

Un autre exemple de ce type de régression concerne les périodes de festivités ou les événements sociaux comme les mariages et les enterrements, ou encore les jours de marché. La communauté voit alors arriver un grand nombre de visiteurs, qui viennent parfois de zones non-FDAL et qui par conséquent défèquent à l'air libre dans les villages FDAL. Ce phénomène est aussi généralement lié à la faiblesse de l'engagement institutionnel et politique envers l'amélioration de l'assainissement.

¹¹ Voir « Termes et concepts importants », page 6, et le chapitre 6 sur les stratégies de réduction.

4.6 RÉGRESSION INSTITUTIONNELLE

Nous avons jusqu'à présent évoqué la *régression de niveau communautaire* et ses différentes formes, mais on peut également envisager la régression d'une autre façon, comme un phénomène institutionnel. En ce sens, l'expression « défécation à l'air libre institutionnelle¹² » décrit une situation où les actions, l'inaction, les politiques ou les processus des institutions extérieures contribuent indirectement à faire perdurer la pratique de la défécation à l'air libre au niveau communautaire. Le terme « *régression institutionnelle* » désigne les actions, l'inaction, les politiques ou les processus des institutions extérieures qui contribuent activement à un retour en arrière par rapport aux avancées enregistrées. Les institutions extérieures en question dans ces deux scénarios peuvent être des gouvernements, des agences d'exécution, des agences de mise en œuvre et des mécanismes de coordination de programme,¹³ entre autres.

QUELQUES ÉLÉMENTS D'EXPLICATION DE LA RÉGRESSION INSTITUTIONNELLE

- un manque de coordination entre différentes institutions, qui se traduit par un chevauchement des interventions ;
- le recours à des politiques contradictoires (octroi de subventions par opposition à l'ATPC) ;
- l'absence d'accord concernant les protocoles de vérification et d'autres désaccords institutionnels.

Cela suggère que toutes les interventions visant à lutter contre la régression doivent s'y attaquer aux niveaux communautaire et institutionnel.

Comme les exemples ci-dessus l'ont montré, la régression est un phénomène fortement lié à son contexte et peut être causée par une multitude de facteurs, qui se produisent séparément ou qui interagissent entre eux. Il faut donc appliquer des solutions adaptées au contexte local pour répondre à la régression, en s'appuyant sur la créativité de la communauté, mais aussi sur la qualité de la facilitation tout au long du processus d'ATPC. C'est aussi particulièrement important quand des évaluateurs externes se chargent du suivi et de la vérification de la régression, comme décrit au chapitre 5.

¹² « Défécation à l'air libre institutionnelle » est une expression imagée, qui fait allusion à l'incapacité des institutions à lutter contre la défécation à l'air libre ou à leur manque d'intérêt pour ce combat, si bien qu'elles laissent cette pratique perdurer.

¹³ Les mécanismes de coordination de programme (MCP) sont des organismes de coordination reconnus à l'échelon national et généralement dirigés par le gouvernement ; ils œuvrent en faveur de l'assainissement et de l'hygiène dans les pays soutenus par le GSF. Ils définissent la vision et la stratégie des programmes soutenus par le GSF. Les MCP comptent des représentants du gouvernement, de la société civile et d'organisations internationales provenant du secteur WASH et de secteurs connexes. Dans la mesure du possible, les MCP sont des sous-sections des mécanismes de coordination du secteur WASH en place dans le pays. L'existence, ou la création, d'un MCP est nécessaire pour obtenir un financement du GSF.

La mesure de la régression à un moment précis, en fonction de l'observation visuelle de critères techniques et infrastructurels, est un outil de gestion important pour la programmation et le suivi. La rigueur et la tolérance zéro à l'égard du non-respect des critères de la FDAL ne doivent pas être compromises si nous souhaitons assurer la solidité des programmes d'assainissement et d'hygiène. Toutefois, il faut absolument trouver un moyen d'associer cela à une analyse du niveau de modification des comportements collectifs et des résultats de santé dans une communauté donnée. La régression se trouve souvent réduite à des pourcentages – est-ce la bonne façon de dépeindre la réalité ? Enfin, cela nous amène à envisager la nécessité d'élaborer de nouvelles stratégies de suivi pour saisir la régression de manière plus nuancée. Pourrait-on introduire d'autres éléments dans le suivi et la vérification, en plus de l'observation visuelle des infrastructures et des critères de la FDAL ? Peut-on obtenir un tableau plus réaliste des taux de régression au moyen de vérifications plus fréquentes ?



SUIVI DU STATUT
SANITAIRE D'UNE
COMMUNAUTÉ
DE MADAGASCAR.
©WSSCC/MATILDA
JERNECK

5

ASSURER LE
SUIVI DE LA
RÉGRESSION

En ce qui concerne le suivi et la vérification, si l'on va au-delà des chiffres et des pourcentages pour essayer de comprendre les comportements humains sous-jacents, la régression peut être un outil utile pour l'apprentissage et, par là, pour l'amélioration des programmes. Tous les programmes d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement qui sont menés à grande échelle sont confrontés à la régression, au sens où des communautés déclarées FDAL peuvent, à un moment donné, ne plus être exemptes de défécation à l'air libre. C'est particulièrement vrai dans le cas des programmes qui appliquent une politique de tolérance zéro à l'égard du non-respect des critères de la FDAL — par exemple, si une seule latrine n'a pas de couvercle, c'est la communauté tout entière qui perd son statut FDAL. La leçon que nous pouvons tirer de ces expériences à ce jour est que la régression n'est pas une catastrophe et que lorsque ce phénomène se produit, cela ne signifie pas que tous les efforts consentis pour modifier les comportements ont été vains. Au contraire, l'analyse de la régression peut être un outil pour comprendre les dynamiques communautaires entourant le changement des comportements en matière d'assainissement — un outil qui permet d'améliorer la qualité des programmes.

5.1 QUI ASSURE LE SUIVI

DE QUOI ?

Les vérificateurs externes,¹⁴ qui ne connaissent généralement pas bien le contexte communautaire lorsqu'ils effectuent les vérifications, ne tiennent pas compte du parcours suivi par la communauté pour passer de la défécation à l'air libre au statut FDAL. Ils se contentent de taxer de régression tout écart par rapport aux rigoureux critères de la FDAL. En appliquant un moyen de mesure aussi statique lors de la vérification externe de l'adhésion aux critères de la FDAL, un événement qui n'a souvent lieu qu'une seule fois, ils négligent le fait que la modification des comportements est par nature dynamique. Cela est problématique à deux égards : 1) le point de départ, c.-à-d. la situation de la communauté sur le plan de l'assainissement avant le déclenchement, n'est pas pris en compte et les efforts de la communauté s'en trouvent diminués ; 2) les nuances qui distinguent des communautés FDAL de qualité différente passent inaperçues (par ex., un « état d'esprit FDAL » par opposition à une FDAL superficielle). Ainsi, aucune distinction ne sera faite entre les deux communautés suivantes :

i) La communauté A était incroyablement sale. Après avoir suivi un processus de déclenchement très efficace, elle a aboli la pratique de la défécation à l'air libre en peu de temps et a progressivement relevé de nouveaux défis de développement pour améliorer la vie communautaire. Toutefois, un exercice de vérification a conclu à la régression, car des enfants avaient déplacé le couvercle d'un trou de défécation en jouant.

ii) Avant le processus de déclenchement, la communauté B disposait de latrines mal utilisées et mal entretenues, et le taux de défécation à l'air libre en un point fixe.¹⁵ était par conséquent élevé. Elle a pendant longtemps fourni de gros efforts pour éliminer la défécation à l'air libre et a fini par obtenir le statut FDAL en appliquant les strictes sanctions imposées par le chef. Cependant, quelques membres de la communauté n'ont pas encore intériorisé le fait que l'ingestion de matières fécales est mauvaise pour la santé.

Si la communauté B est bien FDAL au moment de la vérification, il est peu probable que le changement des comportements s'inscrive dans la durée. En revanche, la communauté A a toutes les chances de maintenir ce changement positif. Un manque de compréhension du contexte local fausse les résultats de la vérification de la FDAL. Qui plus est, les vérifications externes effectuées sans grande connaissance du contexte local courent le risque de miner ce que la communauté a accompli en le sous-évaluant. À cet égard, l'approche « Follow-up MANDONA » est un outil puissant (voir le chapitre 6 « Répondre à la régression et la réduire »). Elle célèbre la réussite des communautés tout en les encourageant à prendre des mesures immédiates pour améliorer la situation là où les progrès ont été lents. De ce fait, la vérification est une expérience positive pour les communautés au lieu d'être un processus externe, « statique », qui les décourage (même si c'est par mégarde) en leur donnant le sentiment d'avoir échoué.

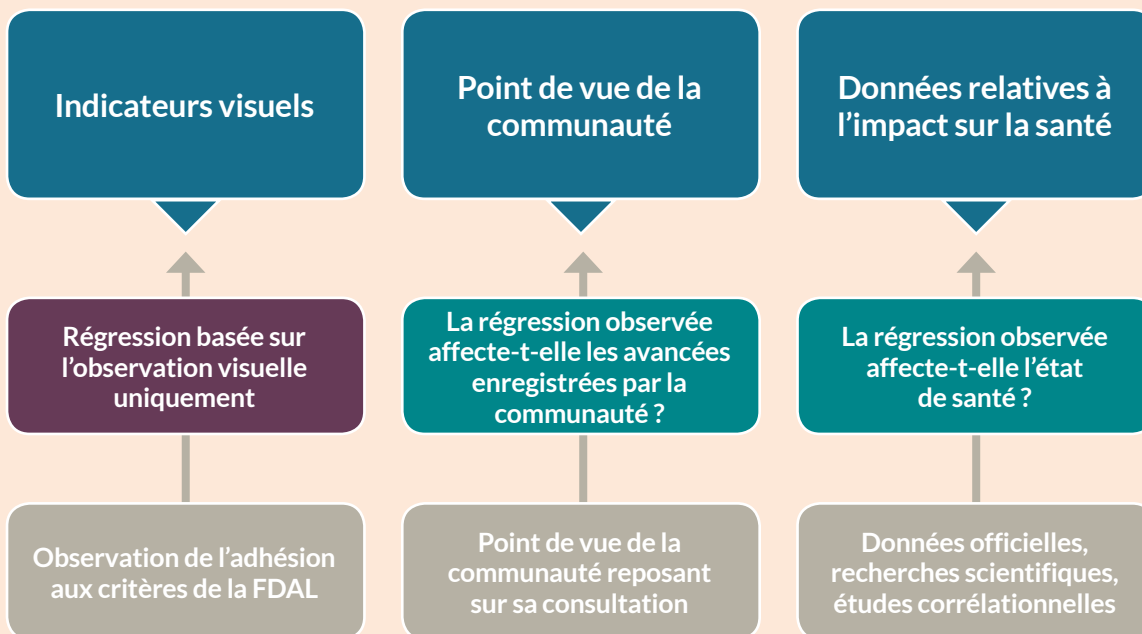
Nous avons jusqu'à présent souligné le fait que les vérificateurs se contentent bien trop souvent d'indicateurs visibles, sans intégrer le point de vue qualitatif de la communauté ni les impacts quantitatifs en matière de santé. Le graphique 4 ci-dessous montre comment, dans un scénario idéal, les vérificateurs peuvent s'appuyer sur ces trois piliers et sur des données de référence adéquates.

- 1. Observations visuelles :** C'est l'approche la plus fréquemment utilisée pour évaluer la régression ; elle repose sur l'observation visuelle et cherche avant tout à déterminer si une communauté satisfait aux critères de la FDAL tels que définis par le programme ou la politique. Ces observations sont généralement effectuées par des vérificateurs externes. La plupart des exercices de vérification menés à grande échelle jusqu'à présent sont exclusivement axés sur ce pilier.
- 2. Point de vue de la communauté :** Les consultations menées avec une communauté donnée permettent de mieux comprendre la façon dont celle-ci perçoit comment et pourquoi les comportements collectifs ont changé au fil de son parcours vers l'élimination de la défécation à l'air libre. Ce processus révèle

¹⁴ Les vérificateurs externes sont des parties prenantes extérieures à la communauté, qui ne font pas partie du personnel des programmes soutenus par le GSF. Il peut notamment s'agir d'organes de vérification tiers (composés de partenaires du secteur), de contrôleurs de programmes de pays financés par le GSF et du ministère de tutelle chargé de l'assainissement.

¹⁵ La défécation à l'air libre en un point fixe désigne une situation où les populations utilisent des latrines non améliorées qui n'empêchent pas les matières fécales de polluer l'environnement. Il peut s'agir de latrines à fosse sans dalles, de latrines suspendues ou de seaux toilettes. Plus important encore, ce terme désigne des situations où les toilettes améliorées ne sont pas bien entretenues ou nettoyées, ce qui crée des conditions d'hygiène déplorable, avec des matières fécales souillant les murs, des matériaux de nettoyage anal jonchant le sol, une prolifération de mouches, etc. De ce fait, la défécation à l'air libre en un point fixe ne rompt pas la voie de transmission oro-fécale. Cela confirme que mettre l'accent sur les infrastructures sans opérer la modification des comportements nécessaire peut être préjudiciable à l'amélioration de l'assainissement communautaire.

Graphique 3: Les trois piliers de la vérification de la FDAL, inspirés par Kamal Kar



aussi les changements et les résultats connexes que la communauté a connus ou remarqués avec le temps en termes d'impact sur la santé, de dépenses des ménages liées à la santé, de modification des relations de pouvoir au sein de la communauté, de niveau de productivité, du sentiment de sécurité, etc.

- 3. Données relatives à l'impact sur la santé :** Elles permettent de déterminer les impacts et résultats généraux en matière de santé (car elles concernent la diarrhée, la dysenterie, les infections par les vers et d'autres maladies). Comme il est difficile et coûteux d'établir une relation de cause à effet entre l'amélioration de l'assainissement et la santé, il doit s'agir d'études corrélationnelles. Cependant, il n'est pas toujours possible de réaliser ces études à la même échelle ou fréquence que les deux premiers piliers.

À l'heure actuelle, la plupart des évaluations externes de la régression s'appuient exclusivement sur l'observation visuelle de l'adhésion aux critères de la FDAL. Toutefois, pour aller au-delà des chiffres afin d'effectuer une véritable analyse des taux de régression et de bien comprendre le parcours de la communauté, il faut inclure les trois piliers mentionnés ci-dessus et chercher les rapports qui existent entre eux. Or, assurer un suivi approfondi de ces trois piliers à grande échelle est compliqué et coûteux. Une solution serait d'avoir quelques sites sentinelles¹⁶

faisant l'objet d'un suivi régulier au fil du temps en regard des trois piliers. Ces villages fourniraient des données probantes qualitatives permettant de mieux comprendre les différents types de régression et les tendances qui se dégagent dans ce domaine. Cela permettrait l'étude de plusieurs questions connexes, comme : quels sont les schémas de progression des villages, c.-à-d. le concept de la balle qui rebondit ? Quels sont les facteurs (internes et externes) qui conduisent le plus souvent à la régression ? En quoi les taux de régression sont-ils liés aux dirigeants communautaires et à l'adhésion de ces dirigeants à l'amélioration de l'assainissement ? À Madagascar, le programme FAA élabore actuellement des protocoles de recherche visant à assurer le suivi de sites sentinelles au fil du temps.

L'expérience croissante des programmes soutenus par le GSF en matière de suivi et d'évaluation montre que l'adhésion aux critères de la FDAL au fil du temps n'est pas linéaire, mais qu'il s'agit plutôt d'un processus du type « deux pas en avant, un pas en arrière ». À cet égard, la régression ne doit pas être examinée ou suivie lors d'événements ponctuels, comme une question binaire à laquelle on répond « oui » ou « non », mais plutôt périodiquement, comme une échelle variable. Cela soulève cependant des difficultés supplémentaires, car un suivi récurrent entraîne des complications et des dépenses. En outre, cela nous amène à nous demander à qui profite un tel suivi.

¹⁶ Un système de sites sentinelles implique un réseau délibérément limité de sites choisis avec soin, où des données sont recueillies et rapportées en continu/régulièrement pour comprendre comment quelque chose évolue au fil du temps. Les données collectées par un système de sites sentinelles bien conçu ou par le biais de l'« échantillonnage dirigé » peuvent servir à signaler les tendances et à comprendre les données en question de manière approfondie.

5.2 MÉTHODOLOGIE DE VÉRIFICATION

Dans un programme WASH donné, des processus de vérification différents entrepris par divers acteurs peuvent aboutir à des écarts importants dans les résultats rapportés, ce qui montre qu'il convient d'harmoniser de toute urgence les méthodologies de vérification utilisées par les partenaires du secteur.¹⁷ À l'heure actuelle, les méthodologies d'enquête et de vérification de ces acteurs divergent quant à la définition des ménages et des communautés, aux stratégies d'échantillonnage, aux compétences des agents recenseurs et à la connaissance du contexte local. Cela engendre la confusion et ne contribue pas à faire progresser l'apprentissage sectoriel. Les programmes soutenus par le GSF ont rencontré cette difficulté. Le GSF s'emploie donc à mieux harmoniser les approches de vérification en fournissant des efforts continus pour renforcer son système de suivi et d'évaluation et son cadre de résultats.

QUEL EST LE BUT DE CET EXERCICE DE VÉRIFICATION ?

- L'objectif premier est-il de quantifier les progrès et d'évaluer la fiabilité des résultats afin d'améliorer l'apprentissage et par là, de perfectionner la programmation ou bien est-ce tout cela à la fois ?
- À qui l'exercice de vérification est-il destiné ?
- Cet exercice vise-t-il à comparer un programme donné à d'autres programmes menés dans le secteur ?
- Vise-t-il à faire rapport aux bailleurs sur les progrès enregistrés par le programme et l'utilisation des fonds ?
- Cherche-t-il à améliorer l'apprentissage pour le personnel du programme ?
- Cherche-t-il à améliorer l'apprentissage pour le personnel du programme ?

Dans l'idéal, les exercices de vérification devraient associer tous ces éléments.

Enfin, comme la régression est un élément attendu des programmes de modification des comportements en matière d'assainissement et d'hygiène, se contenter de fournir des données quantitatives n'est d'aucune utilité. Comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, l'élimination de la défécation à l'air libre n'est que le premier échelon sur l'échelle du changement des comportements en matière d'assainissement. Les exercices de vérification ont donc mis à jour un autre aspect, à savoir qu'il convient d'accompagner les données quantitatives par des données qualitatives. Les programmes conduits à grande échelle ont besoin de données quantitatives pour examiner la situation générale et les progrès

¹⁷ Le fait que les exercices de vérification n'obtiennent pas tous les mêmes résultats peut s'expliquer tout simplement par la nature dynamique du changement comportemental. Une communauté adhère un jour pleinement à tous les critères de la FDAL, elle reprend ses anciennes habitudes le lendemain avant de rectifier la situation le troisième jour, avec ou sans intervention extérieure. Ces nuances sont rarement saisies.

enregistrés. Cependant, des données quantitatives axées exclusivement sur les chiffres ne peuvent à elles seules aider les programmes à mieux comprendre la régression ou à améliorer les stratégies qui visent à y répondre.

ÉTUDE DES QUESTIONS SOUS-JACENTES

- Pourquoi la régression se produit-elle dans certaines communautés ?
- Quel est le profil de ces communautés, et même de ces ménages ?
- Les taux de régression sont-ils plus élevés parmi certains groupes d'une population, par exemple les groupes marginalisés ?
- Quels sont les facteurs de régression dominants et les facteurs de progression les plus efficaces ?
- Quel est le critère de la FDAL le plus souvent négligé ?
- Les interventions externes visant à remédier à la régression sont-elles plus, moins ou aussi efficaces que les processus internes pilotés par la communauté ?

Nous devons répondre à toutes ces questions, et à beaucoup d'autres encore, si nous voulons comprendre pleinement le parcours de la communauté vers la maturité. C'est particulièrement vrai à l'époque des Objectifs de développement durable, alors que nous cherchons à assurer un accès universel et durable à des installations sanitaires sûres ainsi que leur utilisation.

Des exercices de vérification réguliers, s'ils sont effectués comme il convient, nous donnent une excellente occasion de réorienter les programmes selon les besoins. À ce titre, l'amélioration des méthodologies de vérification, souvent au moyen de l'apprentissage par la pratique, est fondamentale pour le GSF.

QUESTIONS TRAITÉES AU COURS DES EXERCICES DE VÉRIFICATION RÉGULIERS

- Le programme est-il mené au bon endroit ?
- Y a-t-il un juste équilibre entre échelle, égalité et pérennité ?
- Les approches utilisées sont-elles les plus appropriées ?
- Les acteurs impliqués dans le programme sont-ils les plus indiqués ?

5.3 RÉGRESSION ET RAPPORTS

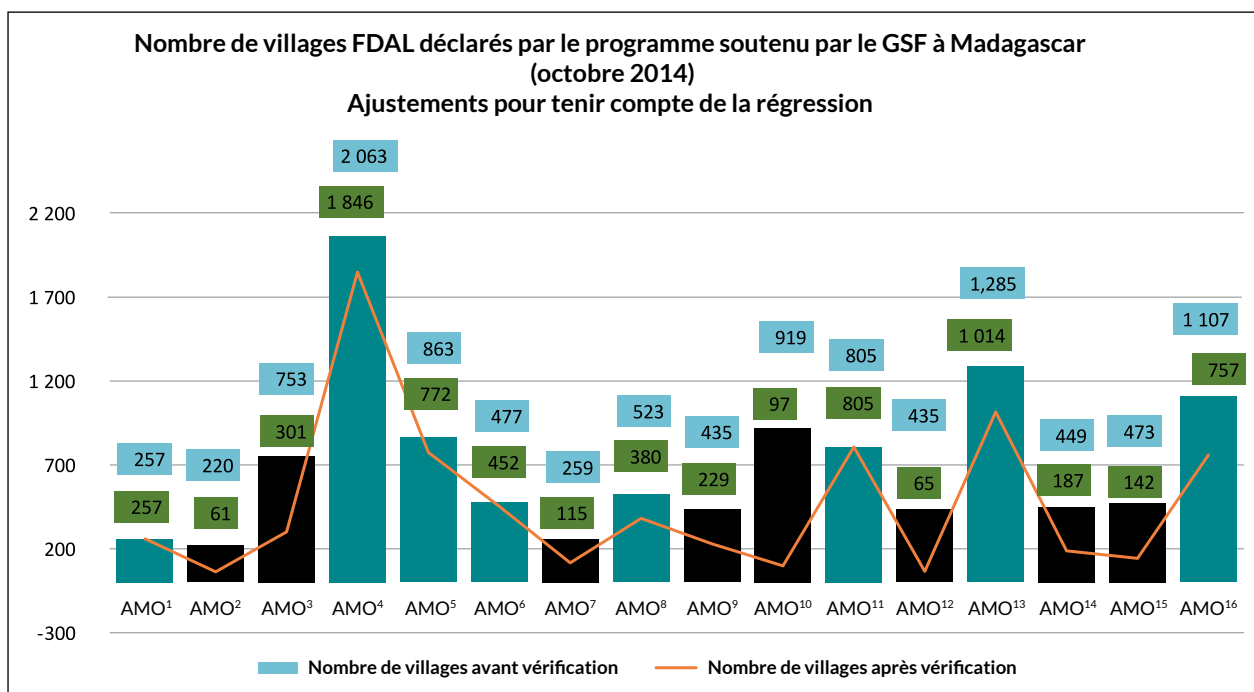
Les rapports sont étroitement liés au suivi et à l'évaluation. Le graphique 4 ci-dessous montre comment l'agence d'exécution qui gère le FAA, le programme soutenu par le GSF à Madagascar, « plafonne » les résultats des agences de mise en œuvre afin de compenser la régression dans les rapports qu'elle envoie au Secrétariat du GSF. Pour cela, l'agence d'exécution s'appuie sur une extrapolation des conclusions auxquelles elle est arrivée en effectuant une série de contrôles imprévisibles des résultats des agences de mise en œuvre. Ainsi, dans une situation hypothétique, le contrôle d'un échantillon de communautés

FDAL relevant de l'agence de mise en œuvre X constate qu'il y a un taux de régression de 10 pour cent. Ce taux est alors appliqué à toutes les communautés que l'agence de mise en œuvre X a déclarées FDAL. L'agence d'exécution rapporte donc au Secrétariat du GSF que 90 pour cent de ces communautés sont FDAL. Cette approche peut sembler limitée, surtout si l'échantillon n'est pas représentatif de la zone d'intervention de l'agence de mise en œuvre dans son ensemble. Cependant, elle révèle une tendance dans la performance des agences de mise en œuvre en ce qui concerne la régression. Bien qu'imparfaite, c'est actuellement la manière la plus précise de mesurer les résultats à si grande échelle. Le GSF est en train d'examiner

les leçons à tirer de cette approche afin d'améliorer le suivi de la régression.

Le graphique 4 montre bien la différence entre les résultats rapportés par les agences de mise en œuvre à l'agence d'exécution et les résultats rapportés par l'agence d'exécution au Secrétariat du GSF. Les encadrés bleus contiennent les chiffres rapportés par les agences de mise en œuvre à l'agence d'exécution, tandis que les chiffres rapportés par l'agence d'exécution au Secrétariat du GSF sont dans les encadrés verts. Ce n'est pas seulement un outil de mesure de la régression, mais aussi un moyen, pour l'agence d'exécution, de surveiller et d'évaluer la performance des agences de mise en œuvre.

Graphique 4



5.4 OBSERVATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Ce chapitre a montré que, pour que les cadres de suivi puissent saisir la régression dans toute sa complexité, ils doivent être souples et adaptés à la nature dynamique et rapide du changement des comportements.

SAISIR TOUTE LA COMPLEXITÉ DE LA RÉGRESSION

De tels cadres gagneraient donc à :

- être effectués en série et de manière continue au lieu d'être des événements uniques ;
- mettre l'accent sur les trois piliers de la vérification (observation visuelle, point de vue de la communauté et impacts sur la santé) ;
- associer données quantitatives et qualitatives afin de comprendre les tendances et les types de régression à l'aide de sites sentinelles ;
- harmoniser les méthodologies de vérification employées par tous les acteurs en jeu ;
- plafonner les résultats déclarés par les agences de mise en œuvre pour tenir compte de la régression.

Le suivi est d'une importance capitale dans les programmes de développement, aussi bien pour la responsabilité que pour l'évaluation de la performance. Toutefois, étant donné que le suivi et l'évaluation sont des processus coûteux et compliqué, à quel moment estime-t-on disposer d'un système de suivi suffisamment bon ? Et à qui un suivi et une vérification plus poussés sont-ils principalement destinés ? Investissons-nous dans la vérification au bénéfice des communautés, des bailleurs de fonds ou des entités du GSF ?

En mettant uniquement l'accent sur la responsabilité envers les bailleurs de fonds et les contribuables, et en nous appuyant largement sur des vérifications externes qui ne reposent que sur le pilier visuel, nous risquons de perdre ce qui est au cœur du GSF, à savoir une approche axée sur les populations. D'un autre côté, si nous investissons dans un processus de suivi et de vérification qui est intégré dans la facilitation de l'ATPC au sens large, nous aurons plus de chances de préserver cette approche. Il convient d'incorporer ce processus de suivi et de vérification dans les activités de prédéclenchement, de déclenchement, de suivi et de suivi post-FDAL afin de bien comprendre les dynamiques communautaires et de contribuer à l'amélioration durable de l'assainissement et de l'hygiène. Nous pouvons ainsi être responsables devant la population que nous ciblons, la population qui souffre véritablement des méfaits de la défécation à l'air libre. Mais cela a un prix, en ce que nous devons radicalement changer la manière dont nous effectuons le suivi et la vérification et les raisons pour lesquelles nous le faisons. Les aspects mentionnés dans cette section du document pourraient peut-être nous guider.



COLLECTE DES NOMS ET DES NUMÉROS DE TÉLÉPHONE
DES LEADERS NATURELS LORS D'UN DÉBRIEFING DE LA
COMMUNAUTÉ EN OUGANDA. LES LEADERS NATURELS
JOUENT UN RÔLE CENTRAL DANS LA RÉDUCTION DE LA
RÉGRESSION. ©FAA/JOELINA RATEFINJANAHARY

RÉPONDRE À LA RÉGRESSION ET LA RÉDUIRE

6

À mesure que les programmes comprennent mieux les différents types de régression, leurs causes profondes et les facteurs d'influence externes ou internes qui entrent en jeu, peuvent-ils aussi trouver des solutions et des outils innovants pour prévenir et réduire la régression ? Si oui, quelles sont ces stratégies spécifiques et quels enseignements pouvons-nous en tirer ? Dans quelle mesure importe-t-il que la facilitation de l'ATPC soit de grande qualité pour parvenir à une modification durable des comportements ?



Alors que le programme soutenu par le GSF à Madagascar arrivait à maturité, des efforts considérables ont été fournis pour trouver des stratégies permettant de répondre à la régression et de la prévenir, tout en renforçant la résilience et les capacités de la communauté tout au long du processus d'ATPC. Le point de départ de ces stratégies est l'accent placé sur la qualité de la facilitation de l'ATPC, car nous sommes convaincus que c'est un élément essentiel pour obtenir des résultats et les inscrire dans la durée.

En effet, l'ATPC est un processus axé sur l'encouragement de la communauté à prendre collectivement la décision de mettre fin à la défécation à l'air libre et dépendant de cette décision. Ce processus permet de veiller à ce que tous les membres de la communauté construisent des latrines ou protègent celles qui existent déjà contre les mouches, les utilisent, se lavent ensuite les mains et continuent à se comporter ainsi avec le temps. L'objectif du prédéclenchement et du déclenchement est de faciliter cette modification des comportements collectifs et d'en poser les fondements, le changement étant ensuite consolidé grâce à un suivi actif. Il convient donc d'optimiser la qualité de la facilitation de l'ATPC. Dans le cas contraire, le processus se soldera par un grand nombre de communautés qui, suite au déclenchement, ne parviennent jamais à mettre fin à la défécation à l'air libre et/ou par des communautés FDAL de mauvaise qualité, où le changement comportemental reste superficiel. Dans ce dernier cas de figure, la modification des comportements n'est pas intériorisée par les membres de la communauté, ce qui la rend plus sujette à la régression.

PRINCIPES DE FACILITATION D'UN ATPC DE GRANDE QUALITÉ (PROGRAMME SOUTENU PAR LE GSF À MADAGASCAR)

- À problème local, solution locale. Les idées imposées de l'extérieur risquent d'affaiblir les dynamiques communautaires locales qui visent à trouver des solutions internes, qui sont souvent plus faciles à accepter.
- L'ATPC ne doit pas être mécanique, mais plutôt aussi dynamique que possible. Les facilitateurs doivent écouter les communautés et apprendre d'elles au lieu de prescrire des idées préconçues et de suivre des protocoles fixes.
- L'apprentissage actif doit en permanence perfectionner les stratégies programmatiques pour le déploiement de l'ATPC.
- L'ATPC est un processus organique, mais cela ne signifie pas qu'il peut être effectué au hasard. Au contraire, toutes les phases de l'ATPC exigent une planification stratégique pour optimiser les résultats et la qualité.

- Les interventions doivent se faire dans un esprit de collaboration, en prenant pour devise « Agissons tous ensemble ! », ce qui suggère que l'assainissement doit être considéré comme un mouvement qui n'implique pas seulement les communautés rurales dépourvues d'assainissement, mais aussi d'autres acteurs bien plus éloignés. Les interventions ne doivent pas être considérées comme un projet isolé. Les programmes doivent mettre l'accent sur les résultats (des communautés FDAL) plutôt que sur le processus (le déclenchement des communautés).

L'ATPC est parfois réduit à un ensemble d'outils de déclenchement au lieu d'être perçu comme une philosophie et une approche puissantes pour mobiliser la communauté et, en fin de compte, pour provoquer un changement social transformateur. C'était le cas au cours des premières années du programme à Madagascar. Cependant, à mesure que le programme progressait et surmontait les difficultés, il a reconnu que l'ATPC est bien loin de se limiter au déclenchement d'une communauté. Il comprend en réalité un grand nombre de phases et d'éléments liés entre eux, comme la sélection de sites stratégiques, le prédéclenchement, le déclenchement et le suivi — et cela s'applique tant aux communautés qu'aux institutions. Toutes ces phases de l'ATPC doivent s'accompagner d'une facilitation de grande qualité. En s'appuyant largement sur l'expérience du programme à Madagascar, le présent chapitre tente de montrer comment les principes programmatiques susmentionnés ont été mis en pratique pour élaborer des approches et des outils concrets, destinés à assurer la qualité de la facilitation. Comme nous le montrerons plus loin, une telle facilitation a servi à répondre à la régression d'une manière novatrice et très efficace, en mettant l'accent sur les personnes, les communautés et la modification des comportements.

6.1 PRÉDÉCLENCHEMENT APPROFONDI

L'un des moyens les plus efficaces d'assurer le caractère inclusif de la stratégie de mise en œuvre de l'ATPC et, par là, de se prémunir contre la régression, est le prédéclenchement, une étape essentielle de l'ATPC, qui sert de point d'entrée dans une communauté. Pendant le prédéclenchement, le facilitateur recueille des informations qui permettront d'optimiser le déclenchement et d'établir de bonnes relations avec la communauté. Concrètement, cela signifie que les facilitateurs se feront une idée de la taille, des caractéristiques et des subtilités de la communauté, informations qui pourront ensuite servir à rendre le déclenchement plus efficace et plus dynamique. Les questions auxquelles on peut chercher à répondre au cours de cette phase sont notamment : y a-t-il des groupes d'intérêts spécifiques ou des personnes marginalisées à qui les facilitateurs devront prêter une attention particulière pendant le déclenchement et le suivi ? Y a-t-il des querelles continues entre différents ménages qui vont



DES LEADERS NATURELS AIDENT À PROTÉGER DES LATRINES CONTRE LES MOUCHES LORS D'UNE SÉANCE DE L'INITIATIVE « FOLLOW-UP MANDONA ». ©EAA/GRÉGOIRE RABENJA

entraver la réalisation d'une action collective ? Existe-t-il d'autres obstacles ou d'autres opportunités susceptibles de gêner ou de faciliter le processus de déclenchement ? Le prédéclenchement indique essentiellement si la communauté est prête à entreprendre le déclenchement ou non. Cette étape est bien trop souvent négligée ou mal comprise, le prédéclenchement étant simplement considéré comme une activité permettant de prendre rendez-vous avec la communauté pour le déclenchement. Il devrait être perçu comme une approche stratégique pour optimiser la réussite du déclenchement à venir.

Le prédéclenchement est l'un des meilleurs outils pour faire en sorte que les interventions respectent les principes d'égalité et de non-discrimination. Cependant, cela ne se fait pas automatiquement — les facilitateurs doivent connaître ces principes et y être attentifs. Compte tenu des différents facteurs qui influencent la régression, il est évident que certains groupes de personnes seront plus gravement touchés que d'autres. Il pourrait s'agir d'individus au sein d'un ménage ou d'une communauté, ou même de communautés tout entières. Dans le cas du programme de Madagascar, le prédéclenchement identifie activement les ménages et les personnes vulnérables, ainsi que les mécanismes internes de solidarité visant à soutenir ces groupes. Ce travail éclaire le choix des outils et des approches pour le déclenchement et le processus qui s'ensuit. On reconnaît en effet que les groupes vulnérables peuvent constituer un facteur de régression s'ils ne reçoivent pas une attention particulière au cours du processus d'ATPC, et ce, dès le départ. Le prédéclenchement améliore considérablement l'efficacité du processus d'ATPC et est l'élément clé d'un véritable changement des comportements. De ce fait, le GSF s'efforce d'en faire une pratique systématique partout en vue d'inciter les programmes à renforcer l'importance qu'ils accordent à l'égalité et à la non-discrimination.

6.2 FOLLOW-UP MANDONA

Le « Follow-up MANDONA » est une approche efficace de suivi de l'ATPC, inspirée par les outils de déclenchement. Cette démarche axée sur l'action et pilotée par la communauté vise à encourager les communautés à prendre des mesures immédiates pour rectifier les anomalies et progresser rapidement vers le statut FDAL. « Mandona » est un mot malgache signifiant « pousser » ainsi qu'un acronyme résumant les principes fondamentaux de cette approche, dans laquelle la communauté prend toujours les commandes. Ces principes sont les suivants : motiver les ménages ; analyser la situation en matière d'assainissement ; normes et standards relatifs à la FDAL ; décider d'agir maintenant ; organiser des actions ; ne laisser personne à la traîne ; avancer vers le statut FDAL. Le « Follow-up MANDONA » peut être utilisé comme un outil pour les activités qui suivent le déclenchement, mais c'est aussi un outil efficace à appliquer dans les villages où il y a des cas de régression liés au non-respect des critères de la FDAL. Par exemple, pendant le processus de vérification, les facilitateurs peuvent aider les communautés à protéger immédiatement des mouches les latrines qui ne satisfont pas aux normes, ce qui ramène la communauté au statut FDAL. Le « Follow-up MANDONA » a été utilisé pour la première fois par l'ONG Miarintsoa, qui est l'agence de mise en œuvre, comme moyen de rassembler toute la communauté pendant le suivi post-déclenchement. La séance de « Follow-up MANDONA » comporte quatre étapes, qui peuvent être facilement modifiées pour s'adapter à différents contextes :

1. **Ouvrir la réunion communautaire :** La première étape consiste à passer en revue le plan d'action communautaire qui a été arrêté pendant la précédente visite des facilitateurs et à analyser, de manière

participative, les mesures prises pour atteindre le statut FDAL. En outre, ces efforts communautaires (aussi modestes soient-ils) et le rôle des leaders naturels sont reconnus et loués. À la fin de la réunion, les facilitateurs demandent si un ou plusieurs volontaires aimeraient montrer au reste de la communauté ce qu'ils ont fait jusqu'à présent pour mettre fin à la défécation à l'air libre.

2. **Créer un modèle communautaire** : Une fois la communauté réunie chez le ou la volontaire pour visiter les installations, tout le monde détermine ensemble s'il s'agit encore de défécation à l'air libre amenant la communauté à continuer d'ingérer des matières fécales. Le ménage est alors déclenché pour effectuer de « petites actions faisables immédiatement » (PAFI) de manière participative jusqu'à ce qu'un « modèle communautaire » reproductible soit créé sur place et devant tout le monde. Ce modèle communautaire peut, par exemple, être une zone propre qui était auparavant utilisée pour la défécation à l'air libre, des latrines qui rompent complètement la voie de transmission oro-fécale ou des installations pour le lavage des mains munies de savon ou de cendres près des latrines.
3. **Reproduire le modèle ensemble** : Après le déclenchement, une fois que les membres de la communauté ont vu que les PAFI sont simples et prennent très peu de temps, le facilitateur demande s'ils veulent bien reproduire immédiatement ce qu'ils ont appris à leur domicile. Le facilitateur demande aussi combien de temps il leur faudra pour faire ce travail (la réponse est généralement de 15 à 30 minutes). Pendant que les membres de la communauté rentrent chez eux pour effectuer les PAFI, les leaders naturels émergents prennent les choses en main et vont aider les autres ménages, surtout les plus vulnérables.
4. **Débriefing de la communauté** : Une fois que tout le monde a reproduit le modèle communautaire, les leaders naturels émergents informent l'ensemble de la communauté de son nouveau statut sanitaire et des difficultés qui restent à résoudre. Pour finir, la communauté décide d'un nouveau plan d'action visant à éradiquer la défécation à l'air libre et met en place des mécanismes de gouvernance locale pour conserver son statut en matière d'hygiène et d'assainissement.

Pour en savoir plus sur le « Follow-up MANDONA », nous vous encourageons à consulter le guide de terrain consacré à cette approche, qui a été rédigé par le programme de Madagascar et le Secrétariat du GSF.¹⁸

¹⁸ Voir : WSSCC. (2016). *Follow-up MANDONA: Un guide de terrain pour accélérer et soutenir le mouvement des communautés exemptes de défécation à l'air libre grâce à une approche d'Assainissement total piloté par la communauté*. Tiré de <http://wsscc.org/wp-content/uploads/2016/05/FOLLOW-UP-MANDONA-Guide-de-terrain-pour-acceler-er-et-soutenir-le-mouvement-des-communaut-es-exemptes-de-defecation-a-lair-libre.pdf>



BÉNIN : CONSTRUIRE DES INSTALLATIONS POUR LE LAVAGE DES MAINS EST L'UNE DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE L'INITIATIVE « FOLLOW-UP MANDONA ». ©WSSCC/ASU DURMUS

6.3 GOUVERNANCE DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE

Dans un programme à grande échelle ciblant des milliers de communautés comme celui de Madagascar, les efforts soutenus et la présence des agences de mise en œuvre sur le terrain sont difficiles à maintenir sur le long terme. Par conséquent, il est possible que les communautés recommencent à pratiquer la défécation à l'air libre et d'autres mauvaises pratiques d'hygiène sans qu'on s'en rende compte. Le concept de gouvernance de la communauté locale est alors apparu comme une solution au problème du maintien des bons comportements à grande échelle, sans avoir à s'appuyer sur les agences de mise en œuvre ou sur des entités externes. La gouvernance de la communauté locale a pour principe de faire passer le leadership nécessaire au maintien et à la pérennisation des améliorations en matière d'assainissement à

la communauté et aux structures de gouvernance locale plutôt que de le laisser aux mains des agences de mise en œuvre. Ce transfert concerne les capacités techniques et organisationnelles requises pour assurer la maintenance des installations sanitaires et la pérennité du changement comportemental.

Le transfert des capacités techniques se fait par le biais du processus « Follow-up MANDONA » décrit plus haut. Durant la dernière phase de la séance de « Follow-up MANDONA », la communauté est encouragée à mettre en place un mécanisme pour la maintenance et l'amélioration continues de ses latrines, sous forme de travail communautaire collectif. Ce type de travail communautaire régulier est une tradition profondément ancrée dans la culture malgache et est appelé « asam-pokonolona ». À Madagascar, les agences de mise en œuvre s'appuient donc sur des structures et des habitudes existantes, ce qui permet d'améliorer l'appropriation communautaire. Ce type de travail est effectué régulièrement, souvent une ou deux fois par mois, selon un calendrier fixé par la communauté. L'objectif de ce travail est que chaque ménage évalue lui-même sa situation sanitaire, puis reçoive et fournisse un soutien intracommunautaire afin de conserver le statut FDAL. La communauté arrive à ce résultat en prenant le temps nécessaire pour nettoyer les latrines et y apporter de petites améliorations. Elle peut, par exemple, s'assurer qu'un couvercle recouvre le trou de défécation de manière hermétique, répandre des cendres dans les latrines et vérifier qu'il y a de l'eau pour se laver les mains. Ce travail communautaire a un double objectif : consolider le changement comportemental et mobiliser la communauté pour l'inciter à gravir progressivement l'échelle de l'assainissement.

En outre, un système de suivi est mis en place, avec un registre où consigner la participation des ménages au travail communautaire et un registre d'assainissement, où sont inscrites toutes les mesures d'assainissement prises dans la communauté. L'agence de mise en œuvre continue à effectuer des visites de suivi régulières jusqu'à ce que le travail communautaire collectif devienne systématique et régulier, en particulier quand il concerne l'assainissement et l'hygiène. Une fois ce résultat obtenu, l'agence de mise en œuvre se retire peu à peu et limite son suivi au contrôle du registre, afin de s'assurer que le travail communautaire a bien lieu. L'agence de mise en œuvre ne participe jamais au travail communautaire. Les facilitateurs se consacrent au plaidoyer auprès de la direction de la commune et du district pour que celle-ci s'engage à soutenir les efforts de la communauté et à surveiller la fréquence du travail communautaire. De cette façon, l'agence de mise en œuvre transfère progressivement toutes les responsabilités de gouvernance à la communauté et à la direction administrative locale. Cette approche de gouvernance locale est considérée comme l'un des principaux facteurs de progression qui entrent en jeu pendant le parcours de la communauté vers la maturité, comme décrit au chapitre 3.

6.4 CRÉATION D'UN MOUVEMENT EN FAVEUR DE L'ASSAINISSEMENT

Pour éradiquer la défécation à l'air libre et pérenniser le statut FDAL, il est essentiel de valoriser les acteurs locaux et de créer un mouvement général en faveur de l'assainissement. L'objectif est de renforcer et de mobiliser les champions locaux qui émergent, et de leur donner les moyens de participer activement et efficacement à la lutte contre la défécation à l'air libre au sein de leur propre zone de résidence ou d'intervention et au-delà. La valorisation des acteurs locaux implique d'exploiter l'énergie et la passion des leaders émergents pour piloter l'élimination de la défécation à l'air libre. Ces alliés peuvent provenir de la communauté ou des organisations institutionnelles qui apparaissent au cours du processus d'ATPC. Pour ces acteurs déclenchés, il est inconcevable d'avalier des matières fécales en mangeant ou en buvant, et ils deviennent de précieux alliés pour les agences de mise en œuvre dans la réalisation des activités du programme à grande échelle. À mesure qu'un nombre croissant de ces acteurs sont déclenchés, impliqués et organisés, le mouvement visant à mettre fin à l'ingestion des fèces évolue et devient autonome.

Ce mouvement est un instrument puissant pour prévenir la régression et y répondre, car en impliquant le plus d'acteurs possible, on accroît le sentiment de responsabilité partagée envers la pérennisation des résultats. Il est fondamentalement impossible d'arriver à la pérennité si seules quelques communautés obtiennent le statut FDAL. En effet, pour inscrire la modification des comportements collectifs dans la durée, il faut dépasser les communautés elles-mêmes et institutionnaliser l'élan en faveur de l'élimination de la défécation à l'air libre afin d'instaurer une culture nationale d'assainissement et d'hygiène. De plus, les bienfaits pour la santé de l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène ne peuvent se produire que si les comportements améliorés sont largement adoptés par la population. Enfin, plus le nombre de personnes impliquées est important, plus il est probable que les nouveaux comportements deviennent la norme. En effet, il y a davantage de défenseurs de l'élimination de la défécation à l'air libre pour diffuser le message et le renforcer continuellement. Plus les gens qui adoptent un certain comportement sont nombreux, plus ce comportement a de chances de perdurer. À Madagascar, la vision du mouvement est de libérer le pays tout entier de la défécation à l'air libre. À la fin de l'année 2015, plus de 100 000 acteurs institutionnels et communautaires travaillant aux côtés de l'agence d'exécution du GSF, 27 agences de mise en œuvre et le mécanisme de coordination du programme se battaient pour faire de cette vision une réalité.

Pour créer ce type de mouvement, il importe d'optimiser le recours aux acteurs locaux, par exemple les leaders naturels,¹⁹ les consultants communautaires,²⁰ les techniciens locaux,²¹ les dirigeants traditionnels et les champions, et de développer leur potentiel. En outre, les programmes doivent mobiliser les leaders locaux au sein des groupes communautaires extérieurs au secteur WASH, comme les groupes confessionnels de femmes ou les groupes de jeunes. Le GSF considère tous ces acteurs comme les soldats du mouvement. Comme nous l'avons vu dans les précédentes sections de ce document, les véritables leaders naturels créent souvent des micromouvements au sein de leur communauté. Ils encouragent la population et s'appuient sur l'élan et l'énergie libérés par l'ATPC pour s'attaquer à d'autres défis de développement et améliorer leurs conditions de vie au-delà de l'assainissement. Les leaders naturels qui deviennent des consultants communautaires jouent aussi un rôle clé dans la propagation de cet élan en dehors de leur propre communauté et participent directement au déclenchement des communautés voisines. De cette façon, ils jouent sur deux leviers supplémentaires, à savoir la fierté et l'émulation, pour encourager leurs pairs à devenir FDAL et à le rester.

Dans le programme soutenu par le GSF au Nigéria, les leaders naturels contribuent à la tenue de « cliniques WASH », c'est-à-dire des séances de suivi entre pairs conçues pour aider les communautés les plus résistantes à parvenir au statut FDAL et à le conserver. Dans le programme de Madagascar, plusieurs « universités de l'ATPC » ont été formées. Il s'agit de communautés FDAL dotées de leaders naturels forts, qui accueillent des personnes issues d'autres communautés pour leur montrer comment le changement a été effectué et comment il est maintenu. En tant que champions de l'esprit de l'ATPC, les mouvements en faveur de l'assainissement devraient générer un encadrement de leaders naturels et de consultants communautaires. Aux côtés d'autres acteurs, ils peuvent contribuer à l'accélération de l'élan vers l'instauration et le maintien de nations FDAL, sans oublier qui que ce soit. Dans cette optique, et alors que le programme soutenu par le GSF à Madagascar entre dans sa phase de transition,²² des efforts sont fournis pour organiser et institutionnaliser le précieux soutien apporté par ces leaders naturels et ces consultants communautaires. Des fédérations de leaders naturels et de consultants

¹⁹ Les *leaders naturels* sont des activistes et des enthousiastes qui se démarquent et jouent un rôle moteur au cours des processus d'ATPC, en encourageant leur communauté à mettre fin à la défécation à l'air libre et en veillant à ce que chacun puisse accéder à des installations d'hygiène et d'assainissement adéquates. Les hommes, les femmes, les jeunes et les enfants peuvent tous être des leaders naturels.

²⁰ Les *consultants communautaires* sont des leaders naturels qui transmettent leur passion pour l'élimination de la défécation à l'air libre hors de leur propre communauté et qui participent à des séances de déclenchement et à des activités de suivi dans les communautés voisines. Ils peuvent le faire seuls ou bien en coordination avec des organismes d'exécution locaux, qui versent parfois de petites rémunérations aux consultants communautaires en contrepartie de l'aide qu'ils apportent aux communautés pour atteindre le statut FDAL.

²¹ Les *techniciens locaux* sont des membres innovants de la communauté qui utilisent des matériaux disponibles et bon marché afin d'inventer des technologies locales pour l'hygiène et l'assainissement, que ce soit de nouveaux modèles de latrines ou des installations pour se laver les mains. Les techniciens locaux possèdent généralement des compétences en construction et utilisation d'outils, et aident souvent leurs voisins et ceux qui sont moins capables qu'eux.

²² Pour un complément d'information sur les différentes phases des programmes soutenus par le GSF dans le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement : (2016) : *Fonds mondial pour l'assainissement – Rapport d'avancement 2015 : Un promoteur de résultats à grande échelle*. Tiré de <http://wsscc.org/wp-content/uploads/2016/06/GSF-Progress-Report-2015.pdf>

communautaires sont formées à cette fin. Si elles réussissent, elles contribueront à pérenniser le changement comportemental bien au-delà de la durée du programme. Ces fédérations peuvent ainsi être un outil efficace pour consolider les mécanismes communautaires internes visant à lutter contre la régression à l'avenir, même après le retrait de toute aide extérieure.

6.5 DÉCLENCHEMENT INSTITUTIONNEL

Le déclenchement institutionnel est un outil essentiel pour former un mouvement général en faveur de l'assainissement qui implique des leaders, des décideurs et des dirigeants influents au sein et en dehors du secteur WASH. Avec Kamal Kar, le programme de Madagascar a été le premier à se servir de cette approche comme d'un puissant outil de plaidoyer pour inciter les dirigeants, à tous les niveaux, à s'engager à éliminer la défécation à l'air libre. Il s'agit d'un élément essentiel pour une mise en œuvre à grande échelle ainsi que pour pérenniser les résultats et répondre aux risques de régression.

Le déclenchement institutionnel s'inspire des mêmes principes que le déclenchement communautaire. Il s'agit là aussi de choquer et de provoquer des sentiments de dégoût et de honte, mais ce sont des organisations, des agences et des dirigeants influents qui sont visés, à tous les niveaux. L'objectif est de montrer qu'un mauvais assainissement affecte tout le monde — quels que soient le statut social et l'accès des individus à un assainissement sûr. L'approche aide les participants à prendre conscience du fait que, tant que la défécation à l'air libre sera omniprésente, tout le monde continuera d'ingérer des matières fécales sans s'en rendre compte — les leurs et celles des autres. Elle cherche aussi à toucher leurs sentiments de fierté et de dignité, afin de les amener à réaliser que les dirigeants ont la responsabilité morale de se joindre au mouvement pour l'élimination de la défécation à l'air libre. Après le déclenchement, les décideurs signent publiquement un engagement, assorti de mesures concrètes et d'échéances. Ils s'engagent à éliminer la défécation à l'air libre par leurs propres moyens et/ou à créer un environnement propice à la pérennité du statut FDAL. De même que le déclenchement communautaire fait apparaître des leaders naturels, le déclenchement institutionnel facilite l'émergence de champions qui prennent les commandes et veillent à la mise en œuvre des engagements et des plans d'action.

Le cadre et les outils utilisés lors du déclenchement institutionnel dépendent toujours du contexte. L'approche optimise l'emploi de différents outils visuels et verbaux, adaptés à l'environnement socioculturel dans lequel elle s'inscrit. Au niveau local, le déclenchement institutionnel prend généralement la forme d'une réunion communautaire des dirigeants locaux. Les facilitateurs emploient les outils « classiques » de l'ATPC, par exemple la promenade à travers les zones de défécation et la cartographie, mais aussi le témoignage d'acteurs déclenchés afin d'encourager les autres à se joindre au mouvement. À des niveaux plus élevés, le déclenchement institutionnel se fait lors d'une réunion animée par un facilitateur, avec une présentation graphique qui provoque la honte

UN LEADER DE L'AUTORITÉ LOCALE DE LA COMMUNE DE MORARANO (MADAGASCAR) SYMBOLISE LES ZONES DE DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE AU COURS D'UNE SÉANCE DE DÉCLENCHEMENT INSTITUTIONNEL. LE DÉCLENCHEMENT INSTITUTIONNEL EST CONSIDÉRÉ COMME UN OUTIL ESSENTIEL POUR RÉPONDRE À LA RÉGRESSION ET LA RÉDUIRE.
©WSSCC/CAROLIEN VAN DER VOORDEN



et le dégoût et heurte les participants dans leur dignité. À Madagascar, le programme soutenu par le GSF se sert de cette approche de façon stratégique à différents moments du parcours vers l'obtention et la pérennisation du statut FDAL. Ainsi, il utilise différents outils et stratégies de déclenchement institutionnel pour sélectionner les sites stratégiques d'intervention, élargir la zone d'intervention, gravir l'échelle de l'assainissement, conserver le statut FDAL et prévenir la régression.

Par le biais de cette approche, les décideurs et les dirigeants doivent comprendre qu'une modification durable des comportements collectifs doit venir de la communauté elle-même et ne peut pas être imposée au moyen de cibles venues d'en haut. Toutefois, le soutien des institutions est crucial pour garantir l'accès des communautés à un appui de long terme ainsi que la motivation nécessaire pour perpétuer le changement des comportements. Les institutions peuvent prendre différentes mesures, par exemple la mise à disposition d'installations sanitaires adéquates dans les lieux publics ou la promotion d'une plus grande coordination entre les organisations au sein et hors du secteur de l'assainissement.

6.6 APPROCHE EN U POUR LA REPRODUCTION DES ACTIVITÉS À GRANDE ÉCHELLE

Madagascar compte plus de 120 000 villages disséminés à travers l'île. Il ne serait pas possible d'éliminer la défécation à l'air libre dans tout le pays s'il fallait effectuer le déclenchement et les activités de suivi en passant d'un village à l'autre. L'approche en U propose une solution, qui consiste à organiser et renforcer les acteurs locaux afin d'élargir progressivement l'échelle des activités, en partant des villages FDAL pour passer à des unités administratives de plus en plus grandes. À Madagascar, l'approche commence par veiller à ce que les objectifs soient d'abord atteints dans l'unité administrative la plus petite — le *fokontany*²³ — avant de passer au niveau de la commune, puis du district. Elle comporte trois phases :

Phase 1: Préparation :

Cette phase est axée sur l'identification des unités administratives et des communautés stratégiques où le statut FDAL peut être atteint le plus efficacement, en impliquant les acteurs institutionnels pour planifier la réalisation de ce résultat. En commençant au niveau administratif le plus élevé (en général, le district stratégique), les objectifs sont les suivants :

- impliquer des acteurs appartenant au secteur de l'assainissement ou non par le biais du déclenchement institutionnel ;
- élaborer un plan d'action ou une feuille de route pour que toute l'unité administrative ciblée parvienne au statut FDAL (par ex., une feuille de route pour un district FDAL) ;

- identifier les unités administratives et les communautés stratégiques qui se trouvent en dessous de cette unité administrative (par ex., communes, fokontanys et villages) ;
- renforcer les capacités des acteurs concernés.

Ce processus est ensuite répété pour chaque niveau administratif pertinent, en descendant vers le niveau le plus bas, jusqu'à ce que les sites d'intervention les plus stratégiques aient été identifiés.

Phase 2: Mise en place d'une base solide :

Au cours de cette phase, les activités d'ATPC sont mises en œuvre dans les villages stratégiques. Les objectifs sont les suivants :

- faciliter l'obtention du statut FDAL dans les villages stratégiques pour qu'ils puissent servir d'exemple à d'autres villages ;
- identifier et renforcer un ensemble d'acteurs émergents (leaders naturels, consultants communautaires, techniciens locaux et champions) qui aideront d'autres villages à parvenir au statut FDAL ;
- identifier des technologies locales appropriées.

Phase 3: Élargissement :

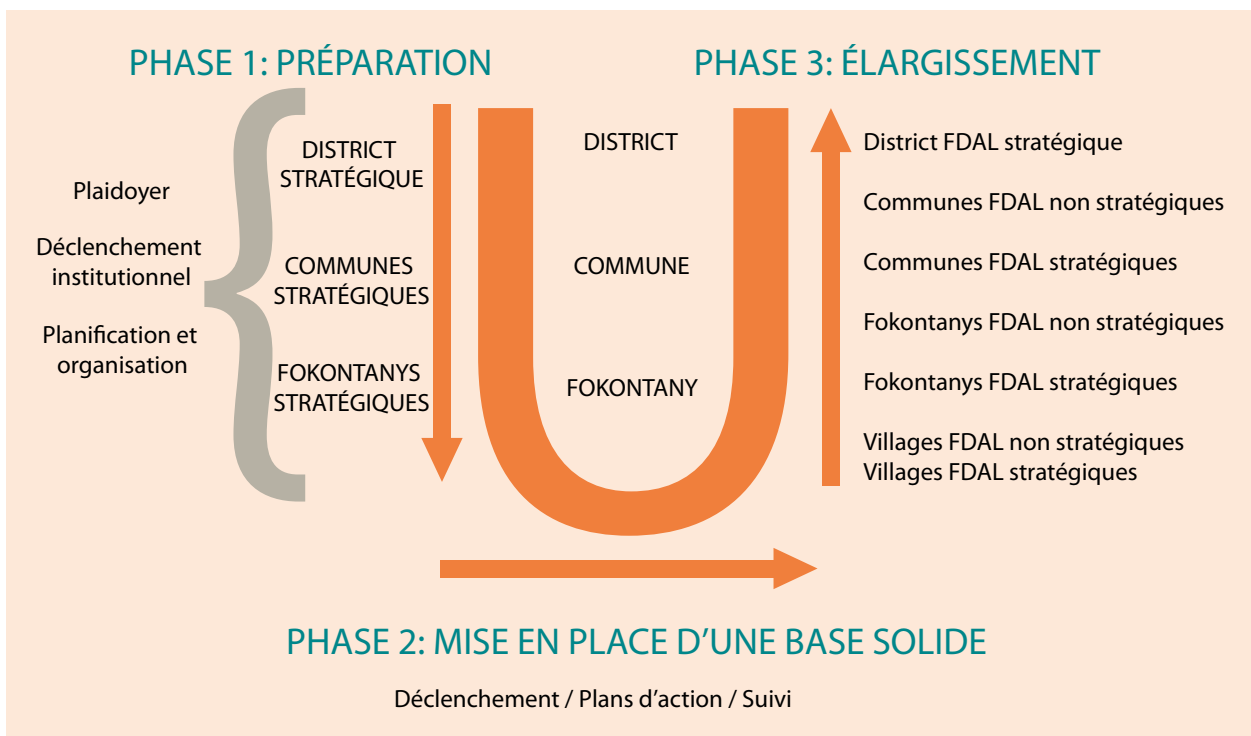
Une fois qu'une base solide de communautés FDAL stratégiques et d'acteurs locaux dynamiques a été établie, l'objectif est de mener les activités à plus grande échelle, en passant des villages à l'unité territoriale au-dessus et ainsi de suite, jusqu'à atteindre le plus haut niveau de l'échelle géographique. Par exemple, le statut FDAL est planifié pour un district stratégique. En se servant de la base solide de villages stratégiques comme d'une plate-forme, la phase 3 commence par effectuer le déclenchement des villages non stratégiques dans les *fokontanys* stratégiques. Ce processus est mis en œuvre par des acteurs locaux, dans le but de parvenir à une couverture totale de la FDAL dans ces *fokontanys* stratégiques, comme prévu lors de la phase 1. Il est accéléré grâce aux séances de déclenchement institutionnel qui ciblent les acteurs locaux influents, afin de générer un mouvement généralisé et d'élaborer des feuilles de route pour parvenir à une couverture totale de la FDAL.

Une fois que ces *fokontanys* stratégiques ont obtenu le statut FDAL, ils forment une base solide pour l'accélération de l'obtention du statut FDAL dans les *fokontanys* non stratégiques, au sein des communes stratégiques. Ces *fokontanys* unissent ensuite leurs efforts pour exécuter la feuille de route de la FDAL relative à leur commune stratégique. Une fois que les communes stratégiques ont obtenu le statut FDAL, elles constituent une base solide permettant d'atteindre les communes non stratégiques et elles travaillent ensemble pour mettre fin à la défécation à l'air libre dans l'ensemble du district. Le graphique 6 illustre la relation entre les unités territoriales stratégiques et non stratégiques au sein d'un district stratégique au cours de la phase 3.

L'approche en U crée un environnement propice à la pérennité et à la prévention de la régression par le biais des éléments suivants :

²³ Un *fokontany* est l'unité administrative la plus petite à Madagascar. Il est formé de groupes de villages et est comparable à un canton ou à une paroisse.

Graphique 5: L'approche en U pour l'élargissement des activités au sein d'un district stratégique



- i) l'appropriation et l'engagement des parties prenantes et des communautés à tous les niveaux (pérennité institutionnelle et sociale) ;
- ii) l'émergence de technologies locales et durables (pérennité technologique et financière) ;
- iii) l'émergence d'acteurs locaux comme les leaders naturels, les consultants communautaires, les techniciens locaux, les champions et les dirigeants traditionnels (pérennité institutionnelle et financière).

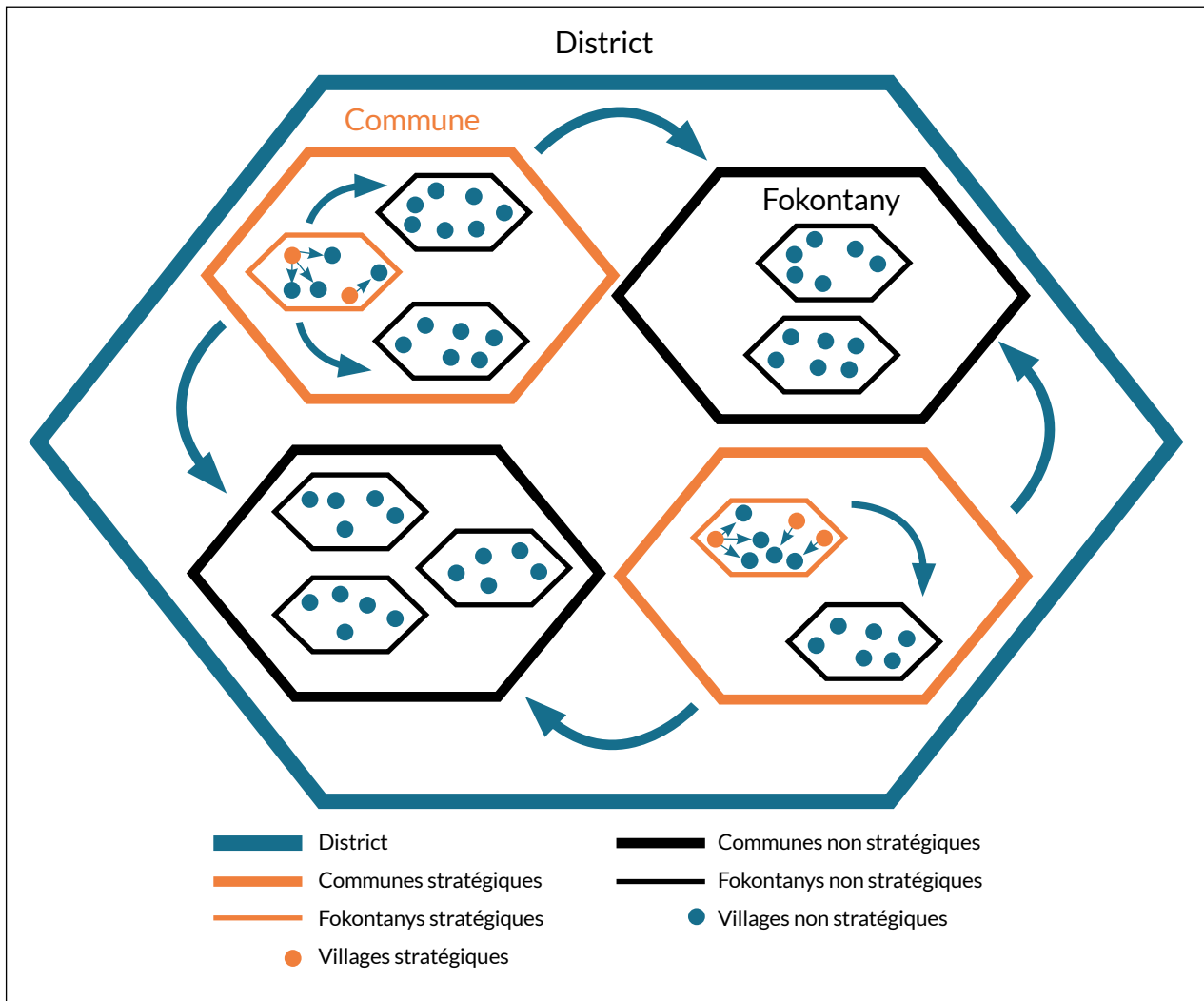
6.7 COMMUNICATION POUR LE CHANGEMENT COMPORTEMENTAL

Rares sont les communautés qui sont devenues ou restées FDAL simplement parce que les habitants ont vu des affiches, entendu des annonces à la radio ou porté des T-shirts voyants, ornés de messages WASH. Cependant, si la communication pour le changement comportemental (CCC) est utilisée comme prolongement de l'ATPC, elle peut s'avérer un outil très puissant pour pérenniser le changement des comportements et prévenir la régression. La CCC concerne l'utilisation stratégique de la communication pour promouvoir les comportements positifs et les inscrire dans la durée. Cette approche repose sur des théories et des modèles éprouvés, ainsi que

sur la recherche formative et l'analyse des comportements propres à un contexte donné. Les médias de masse et les voies de communication interpersonnelle sont mis à profit pour communiquer avec les communautés et atteindre des objectifs comportementaux précis.

Dans le cas du programme soutenu par le GSF à Madagascar, les matériels et les campagnes de communication pour le changement comportemental ont été modifiés en profondeur pour intégrer les mêmes messages et déclencheurs émotionnels que ceux de l'ATPC. Ils comportent souvent le témoignage de leaders naturels ou de membres de la communauté provenant de villages FDAL. Des jingles radio ou des entretiens en direct avec des membres de la communauté où figurent des messages explicites sur les méfaits de la défécation à l'air libre sont ainsi diffusés à l'heure du déjeuner ou à d'autres moments stratégiques. Ce type de messages fait naître des sentiments de honte, de dégoût et de peur chez les auditeurs. L'équipe de Madagascar a constaté que les campagnes de CCC conventionnelles pouvaient saper les progrès enregistrés grâce à l'ATPC, car elles diluent parfois l'objectif central de l'ATPC ou diffusent des messages contradictoires. C'est pourquoi les activités de CCC sont planifiées et organisées avec soin pour ne pas compromettre l'effet de surprise du déclenchement ; elles ne sont donc introduites qu'après le déclenchement des communautés.

Graphique 6: L'approche en U : Élargir les activités aux unités territoriales non stratégiques à partir des unités territoriales stratégiques pendant la phase 3



6.8 DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE PARTICIPATIF

Bien que l'expérience de Madagascar ait montré l'importance primordiale de l'ancrage du changement comportemental, l'amélioration des installations WASH peut jouer un rôle significatif dans la réduction du risque de régression. Par exemple, avec de meilleures infrastructures, les communautés peuvent veiller à ce que les latrines ne s'écroulent pas ou se remplissent plus lentement.

Selon la Banque mondiale, Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde, 81 pour cent de la population vivant avec moins de 1,90 dollar US par jour.²⁴ Cette

situation peut être liée à la longue crise politique qui a frappé le pays de 2009 à 2014, paralysant l'économie et entraînant l'envol du taux de chômage et l'aggravation de la marginalisation des groupes déjà vulnérables. En outre, le pays est souvent exposé à des risques naturels du type cyclones, inondations et sécheresses, qui provoquent des famines dans certaines régions. C'est en tenant compte de ce contexte que le programme FAA soutenu par le GSF a abordé les activités d'approvisionnement, en employant des approches de marketing social et commercial pour accroître l'offre et la demande d'installations sanitaires améliorées.

Le FAA encourage les communautés à gravir l'échelle de l'assainissement en valorisant les technologies, les compétences et les matériaux locaux qui proviennent des communautés elles-mêmes au lieu d'imposer des technologies mises au point à l'extérieur. Ces technologies adaptées au contexte local sont particulièrement importantes dans les régions où les facteurs climatiques et géologiques menacent la pérennité du changement comportemental. Le FAA ne promeut pas de solutions « taille

²⁴ Banque mondiale. (2016) Ratio de la population pauvre disposant de moins de 1,90 dollar US par jour (2011 PPA) (% de la population). Tiré de <http://data.worldbank.org>



« It is a taboo above any other taboos to eat shit, or make others eat shit. »

AFFICHE D'UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION MALGACHE POUR LE CHANGEMENT COMORTEMENTAL QUI UTILISE DES MESSAGES ET DES IMAGES EXPLICITES POUR SUSCITER LE DÉCLENCHEMENT DES COMMUNAUTÉS. TEXTE DE L'AFFICHE: « C'EST UN TABOU PAR-DESSUS TOUT DE MANGER DE LA MERDE OU FAIRE MANGER DE LA MERDE AUX AUTRES. »

unique », mais encourage plutôt l'utilisation d'un éventail de solutions propres à un contexte donné et élaborées au sein des communautés locales. Les agences de mise en œuvre facilitent continuellement le perfectionnement de ces technologies, en travaillant dans tout le pays avec les techniciens qui émergent du sein des communautés au cours des activités du programme. Ce processus encourage les populations à améliorer leurs latrines en utilisant des matériaux abordables et les compétences qu'elles ont à disposition, tout en veillant à ce que leurs installations soient hygiéniques et durables.

Les différentes approches de marketing de l'assainissement soutenues par le FAA couvrent tout un éventail de mesures, allant du soutien aux petits entrepreneurs à des solutions peu coûteuses directement appliquées par les propriétaires de latrines. Par exemple, les ménages sont déclenchés pour faire un achat collectif de ciment afin d'en recouvrir les dalles de leurs latrines, qui sont faites d'un mélange de terre et de bouses, ce qui facilite leur nettoyage et les rend plus résistantes. Ces installations relativement bon marché sont aussi plus faciles à entretenir et à réparer, car les coûts ne dépassent pas le pouvoir d'achat des populations. Il se peut donc que ce type de développement technologique participatif soit

une option plus durable que si les populations optaient immédiatement pour des latrines améliorées à fosse auto-ventilée ou pour des latrines à chasse d'eau. En effet, l'entretien et la réparation de ces dernières coûteraient probablement plus cher, et le risque que les populations abandonnent leurs latrines s'en trouverait augmenté. Le programme de Madagascar a constaté que l'un des principaux facteurs incitant les ménages à moderniser leurs latrines est la réalisation du fait que l'urine ronge les dalles faites en terre, en bouse ou en bois. Cette corrosion se produit surtout autour du trou de défécation, si bien que le couvercle ne ferme plus hermétiquement et que les mouches peuvent entrer dans la fosse des latrines. Les activités d'approvisionnement du FAA s'attachent aussi à soutenir le développement de technologies de lavage des mains et d'autres outils, comme une pelle à cendres qui facilite la bonne répartition des cendres dans les fosses.

En outre, les agences de mise en œuvre du FAA ont élaboré des approches de marketing de l'assainissement qui emploient d'autres mécanismes de financement que le modèle monétaire conventionnel. Elles utilisent une approche inhérente à la culture malgache, qui repose sur un paiement en nature, par exemple avec un sac de patates douces, de haricots ou de tomates, en échange

de produits et de services pour améliorer les latrines. Les agences de mise en œuvre collaborent aussi étroitement avec de petits entrepreneurs et maçons pour tester le marché et, aux côtés des membres de la communauté et des techniciens du village, trouver des solutions technologiques abordables et créatives. Le FAA applique un principe non négociable dans toutes ses activités, à savoir que le marketing de l'assainissement ou les activités d'approvisionnement ne doivent jamais compromettre l'accent placé sur la modification des comportements collectifs. Le soutien que le FAA accorde à la promotion de technologies locales et appropriées ne commence donc qu'une fois qu'un village a atteint un statut FDAL bien établi.

6.9 DÉCLENCHÉMENT DE L'ÉCHELLE DE L'ASSAINISSEMENT

Une fois que les communautés ont obtenu le statut FDAL et que les voies de transmission oro-fécale ont été entièrement rompues, il convient d'améliorer les installations d'assainissement et d'hygiène pour pérenniser l'accès et les comportements. Il faut susciter cette volonté collective de « gravir l'échelle de l'assainissement » dans les villages FDAL au moyen d'un processus entièrement aligné sur l'esprit de l'ATPC. Celui-ci ne doit pas prescrire des modèles venus de l'extérieur, mais plutôt accorder la priorité aux solutions locales.

C'est dans cette optique que le programme FAA a récemment expérimenté une approche de déclenchement des communautés pour qu'elles gravissent l'échelle de l'assainissement. Le déclenchement de l'échelle de l'assainissement a recours aux mêmes principes que le déclenchement de l'ATPC classique (voir « Termes et concepts importants », page 6). Cette approche vise à susciter une volonté collective d'améliorer les installations pour éviter que les membres de la communauté n'ingèrent des matières fécales à l'avenir, lorsque les latrines se détérioreront, se rempliront ou s'écrouleront. Contrairement aux approches de marketing de l'assainissement, qui font appel à des connaissances, des conceptions et des publicités venant de l'extérieur, le déclenchement de l'échelle de l'assainissement s'appuie sur les technologies et l'expertise locales ainsi que sur le leadership qui a été encouragé pendant le cheminement de la communauté vers le statut FDAL.

Au cours du déclenchement de l'échelle de l'assainissement, le facilitateur invite les membres de la communauté à réfléchir aux facteurs susceptibles de les amener à revenir à l'ingestion de matières fécales. Pour cela, il emmène les villageois faire une promenade, pour voir des latrines où le risque de régression est évident, en raison de l'érosion de la dalle en terre et du trou de défécation, par exemple. Par le biais de cette activité, la communauté réalise qu'elle pourrait ingérer des matières fécales à l'avenir si les latrines ne sont pas modernisées. Après le déclenchement, la communauté décide collectivement d'un plan d'action pour améliorer ses installations sanitaires, qui peut comprendre tout un éventail de mesures. Par exemple, la communauté peut

dresser la liste des membres les plus engagés et identifier les champions locaux, acheter immédiatement des matériaux par le biais de dispositions de paiement et de coûts pilotées par la communauté et identifier les technologies locales qui conviennent. Les membres de la communauté demandent souvent des exemples de produits. Le facilitateur peut alors choisir de leur montrer un exemple tiré de la communauté en question ou des technologies utilisées par d'autres communautés. Cependant, il doit éviter de présenter des modèles ou des produits potentiels si la communauté n'en formule pas expressément le désir. En effet, le but n'est pas de vendre ou de promouvoir des produits. Les facilitateurs doivent écouter les besoins exprimés par la communauté quant à leur souhait de ne plus ingérer de matières fécales ou de réduire la charge de travail nécessaire pour conserver le statut FDAL.

Cette approche en est encore au stade de l'expérimentation et des résultats prometteurs se font jour. L'une des principales constatations a été que, lorsqu'une communauté voit que les latrines protégées des mouches ne sont pas durables, cela crée le souhait de gravir l'échelle de l'assainissement. Avec le développement du déclenchement de l'échelle de l'assainissement dans les communautés FDAL arrivées à maturité, l'adoption de latrines améliorées à Madagascar se répand considérablement.

6.10 INDICATEURS DE PÉRENNITÉ DANS LE SUIVI ET LA VÉRIFICATION DE LA FDAL

Afin de pouvoir efficacement suivre les progrès accomplis et évaluer le risque de régression, une agence de mise en œuvre à Madagascar²⁵ a établi des indicateurs de pérennité de la FDAL. Certains des principaux indicateurs sont présentés ci-après.

INDICATEURS DE PÉRENNITÉ

- Dans une communauté donnée, combien de latrines ont recours à des innovations locales (par ex., des « tippy taps », des superstructures, des couvercles pour les trous de défécation, des ustensiles pour les cendres, des dalles, etc. de conception nouvelle) ?
- Combien de personnes peuvent montrer comment il faut se laver les mains ?
- Combien de latrines sont défectueuses ou ne sont pas durables (absence de couvercles, de cendres et d'installations pour le lavage des mains), sont presque pleines ou sur le point de s'écrouler ?
- Combien y a-t-il de leaders naturels dans un village ? Leur nombre est-il suffisant pour accompagner les membres de la communauté vers le statut FDAL ou pour le pérenniser ?

²⁵ Eugène de Ligori Rasamoelina, directeur exécutif de l'ONG Miarintsoa, a présenté cet outil lors de l'atelier du GSF sur la régression, en août 2015.

Cet outil permet d'aider la communauté et le facilitateur à mieux discerner le niveau de changement comportemental qui a été atteint et à inscrire le statut FDAL dans la durée. Les acteurs communautaires et le facilitateur de l'agence de mise en œuvre sauront ce qu'il faut faire pour conserver le statut FDAL.

Certains cas ont montré que la vérification est aussi une occasion de ramener les communautés qui ont « régressé » à leur statut FDAL. En effet, les évaluateurs sont aussi des facilitateurs, puisque leur présence agit comme un signal incitant les populations à (ré)adopter certains comportements. Il importe que les rapports de vérification saisissent cette nuance sans fausser les résultats déclarés. Nous suggérons par exemple de noter le statut de la communauté au début de la visite ainsi qu'à la fin. Cette méthode peut s'accompagner d'un mécanisme visant à rendre compte des communautés qui retrouvent leur statut FDAL ou qui améliorent leur situation grâce au processus de vérification.

6.11 RÉFLEXIONS

Ce chapitre a mis en lumière une panoplie d'outils et de stratégies élaborés à Madagascar pour améliorer la qualité des interventions d'ATPC tout en réduisant la régression. Ces stratégies ciblent les communautés, les institutions et même les agences de mise en œuvre et permettent ainsi au programme soutenu par le GSF à Madagascar de lutter contre la régression à l'aide d'une approche pluri-dimensionnelle. Nous estimons que cela va accroître la pérennité des résultats de l'intervention, aussi bien sur le plan des comportements communautaires que des cadres et capacités institutionnels. Le GSF est résolu à recueillir, systématiser et évaluer ces stratégies et d'autres stratégies de manière plus générale, en les utilisant comme source d'inspiration et pour l'apprentissage dans l'ensemble des pays. Certaines des stratégies mises en œuvre par le programme de Madagascar ont fait la preuve de leur grande efficacité et sont actuellement adaptées au contexte local dans d'autres pays soutenus par le GSF au moyen d'initiatives d'apprentissage par les pairs et entre pays.

L'ATPC n'est pas une recette immuable, avec des instructions étape par étape. La programmation et les approches de l'ATPC doivent être réactives, capables de s'adapter, d'apprendre et d'opérer des modifications en cours de route pour assurer la qualité et l'efficacité du processus. Quand les agences de mise en œuvre ont une attitude rigide et inflexible envers la planification du travail, et se bloquent sur un nombre précis de visites dans les communautés et une allocation stricte des budgets, cela accélère la régression. En effet, cela les rend incapables de répondre aux réalités sur le terrain. Pour pouvoir réaliser un ATPC de qualité et lutter efficacement contre la régression, les programmes doivent faire montre de suffisamment de souplesse pour élaborer des approches et des méthodologies appropriées, pertinentes et innovantes comme celles qui ont été traitées dans cette section.





INNOVATIONS LOCALES EN
MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT
PRÉSENTÉES À MADAGASCAR.
©WSSCC/OKECHUKWU UMELO



7

CONCLUSION ET MARCHÉ À SUIVRE POUR ALLER DE L'AVANT

Les mécanismes, les programmes et les fonds comme le GSF doivent soigneusement équilibrer l'importance qu'ils accordent à l'échelle et à l'expansion des activités avec le maintien de la qualité des résultats. Il s'agit également de prendre des décisions intelligentes quant à la façon dont les ressources sont utilisées et à la durée de l'implication des programmes dans les communautés. Le GSF n'est pas une solution miracle, amenant des milliers de communautés au statut FDAL pour un temps limité. Le simple fait que les communautés deviennent FDAL ne nous satisfait pas. Nous cherchons plutôt à aider les communautés à inscrire leurs nouveaux comportements dans la durée — nous pouvons ainsi être vraiment responsables devant les populations que nous voulons servir. Par conséquent, nous prévoyons une réorientation des budgets lorsque les programmes atteignent une certaine maturité, car il faut alors mettre davantage l'accent sur les interventions post-FDAL, conduisant à des résultats durables. De plus, l'expansion de nos programmes actuels doit trouver le juste équilibre entre la pérennisation de ce qui a déjà été accompli et l'obtention de nouveaux résultats. Un travail continu visant à mieux comprendre la régression et les approches permettant d'y répondre est un élément important à cet égard.

Dans le présent document de réflexion, nous avons entrepris d'analyser les nuances et les définitions de la régression, les différents types de régression et leurs impacts, ainsi que les moyens de suivre et de réduire la régression plus intelligemment. Par le biais de cette analyse, nous avons souligné certains des efforts menés actuellement par le GSF pour répondre à la régression et l'encadrer. Nous réalisons toutefois que ce processus soulève des questions supplémentaires.



DÉCLENCHEMENT D'UNE COMMUNAUTÉ À MADAGASCAR. À L'AVENIR, LE GSF CONTINUERA À ENCOURAGER UNE ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES COMMUNAUTÉS AFIN D'ÉTUДИER LES DIFFÉRENTS TYPES DE RÉGRESSION, DE DÉFINIR LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES ET DE PÉRENNISER LES BONS COMPORTEMENTS EN MATIÈRE D'HYGIÈNE ET D'ASSAINISSEMENT. ©WSSCC



POUR ALLER PLUS LOIN

Compte tenu de la complexité de la régression dans l'ensemble des programmes soutenus par le GSF, certains domaines devraient être explorés davantage, notamment :

- Mesurer l'impact de la régression visible/observable sur le changement des comportements et les indicateurs de santé.
- Évaluer l'impact de la régression sur l'état de santé de la communauté : y a-t-il un moment pivot d'importance critique, où la régression au niveau des résultats cesse d'influer sur la régression au niveau de l'impact ?
- Étudier les différents types de régression, les dynamiques communautaires et les parcours vers la maturité, ainsi que les facteurs de renforcement des comportements et de pérennité, pour mieux comprendre les facteurs contextuels.
- Comprendre quels outils et stratégies existent/peuvent être développés davantage pour autonomiser les populations et leur permettre de progresser davantage sur l'« échelle du changement des comportements ». Comment les programmes peuvent-ils évaluer la profondeur du changement comportemental ? Parvenir au statut FDAL est peut-être le premier échelon de l'échelle du changement des comportements. Quels sont les échelons suivants et comment peuvent-ils être facilités et suivis ?
- Déterminer comment exploiter les données relatives à la régression/à la vérification de la FDAL pour améliorer les programmes et faire progresser l'apprentissage sectoriel. Quelles sont les implications pour la programmation en termes de planification, de mise en œuvre et d'évaluation ?
- Mettre en place des systèmes vigoureux, harmonisés et participatifs de suivi/vérification ayant des incidences raisonnables sur le plan des finances et des ressources humaines. Ceux-ci devraient inclure des définitions convenues, qui prennent en considération des aspects de la régression allant au-delà d'un « instantané » de la régression visible pris à un moment donné. Une méthodologie standardisée idéale peut-elle exister, étant donné que la régression est variable et propre à un contexte donné ?
- Déterminer comment concevoir des systèmes efficaces pour le suivi à grande échelle, tout en reconnaissant que la pérennité, la qualité et l'échelle sont des éléments inséparables qui se renforcent mutuellement en permanence ?
- Explorer les corrélations entre la qualité des agences de mise en œuvre et/ou de l'implication des autorités (locales) et les taux de régression.
- Examiner la qualité du prédéclenchement, du déclenchement, des activités de suivi et, plus important encore, de la facilitation de l'ATPC.

Le GSF est résolu à appuyer la modification durable des comportements en matière d'assainissement et d'hygiène. À cette fin, le Fonds continuera à approfondir sa compréhension des types et des facteurs de régression et de pérennité ainsi que des moyens de les mesurer, à innover et à élaborer et évaluer des méthodes et approches susceptibles de réduire la régression. Un certain nombre de projets de recherche sont en cours ou prévus pour les prochaines années, notamment : plusieurs études de pays sur la pérennité du changement des comportements ; l'élaboration et la mise à l'essai d'indicateurs et de méthodologies de suivi à l'occasion de la révision du cadre de résultats du GSF ; la réalisation d'un projet pilote de sites sentinelles comme moyen de suivre les communautés au fil du temps ; des études sur les résultats effectuées dans différents pays. En outre, la poursuite de l'apprentissage par les pairs et des échanges entre pays sert d'incubateur pour apporter une réponse stratégique à la régression.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES

PUBLICATIONS

Clasen, T., Boisson, S., Routray, P., Torondel, B., Bell, M., Cumming, O., Ensink, J., Freeman, M., Jenkins, M., Odagiri, M., Ray, S., Sinha, A., Suar, M. et Schmidt, W-P. (2014). Effectiveness of a rural sanitation programme on diarrhoea, soil-transmitted helminth infection, and child malnutrition in Odisha, India: a cluster-randomised trial. *The Lancet*, 2. Tiré de [http://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X\(14\)70307-9.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X(14)70307-9.pdf)

Dreibelbis, R., Kroeger, A., Hossain, K., Venkatesh, M., Ram, P.K. (2016). Behavior Change without Behavior Change Communication: Nudging handwashing among primary school students in Bangladesh. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 13(1). Retrieved from <http://www.mdpi.com/1660-4601/13/1/129/htm>

Dubé, A., Burr, P., Potter A., van de Reep, M. (2012). *Assessing hygiene cost-effectiveness: A methodology*. La Haye : Centre international de l'eau et de l'assainissement (IRC). Tiré de http://www.ircwash.org/sites/default/files/working_paper_7_-_assessing_hygiene_cost-effectiveness_a_methodology.pdf

Kar, K. (2010). *Faciliter les ateliers de formation sur le terrain pour l'assainissement total piloté par la communauté : guide de formation des formateurs*. Genève : WSSCC. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/facilitating-hands-training-workshops-community-led-total-sanitation/>

Kar, K. with Chambers, R. (2008). *Manuel de l'assainissement total piloté par la communauté*. Tiré de <http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/cltshandbook.pdf>

Keatman, T. (2015). *Thematic Discussion: Sanitation and hygiene behaviour change programming for scale and sustainability*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/discussion-synthesis-sanitation-hygiene-behaviour-change-programming-scale-sustainability/>

Keen, M. & O'Reilly, S. (2015). *Global Sanitation Fund Mid-Term Evaluation – Synthesis Note for Tranche 1: Madagascar, Nepal, Senegal, Malawi, India, Cambodia and Uganda*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/global-sanitation-fund-mid-term-evaluation-synthesis-note/>

Milward, K., Pradhan S. & Pasteur K. (2014). *Promising Pathways: Innovations and Best Practices in CLTS at Scale in Madagascar*. Kolkata: CLTS Foundation. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/promising-pathways-innovations-best-practices-clts-scale-madagascar-english/>

Neal, D., Vujcic, J., Burns, R., Wood, W. & Devine, J. (2016). *Nudging and Habit Change for Open Defecation: New Tactics from Behavioral Science*. Washington DC: Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Tiré de <http://documents.worldbank.org/curated/en/905011467990970572/pdf/104328-WP-PUBLIC-OD-Habit-and-Nudging-Catalyst-Behavioral-Sciences-022916.pdf>

Neal, D., Vujcic, J., Hernandez, O. et Wood, W. (2013). « Handwashing and the Science of Habit » [diapositives PowerPoint] Tiré de <http://whconference.unc.edu/files/2014/11/neal.pdf>

O'Connell, K. (2014). *What Influences Open Defecation and Latrine Ownership in Rural Households?: Findings from a Global Review*. Washington, DC: Banque Mondiale. Tiré de <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/08/20134123/scaling-up-rural-sanitation-influences-open-defecation-latrine-ownership-rural-households-findings-global-review>

Tyndale-Biscoe, P., Bond, M. et Kidd, R. (2013). *Étude sur la durabilité du statut FDAL*. FH Designs et Plan International. Tiré de http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Plan_International_ODF_Sustainability_Study.pdf

WEDC, HYDROCONSEIL et ECOPSIS. (2014). *Evaluation of the WASH Sector Strategy "Community Approaches to Total Sanitation" (CATS)*. UNICEF. Tiré de http://www.unicef.org/evaluation/files/Evaluation_of_the_WASH_Sector_Strategy_FINAL_VERSION_March_2014.pdf

WSSCC. (2016). *Comment favoriser des programmes pérennes de grande ampleur : discussions, réflexions et enseignements tirés de la Réunion pédagogique 2016 du Fonds mondial pour l'assainissement*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/catalytic-programming-for-scale-and-sustainability-conversations-reflections-and-lessons-from-the-2016-gsf-learning-event/>

WSSCC. (2016). *Follow-up MANDONA : Un guide de terrain pour accélérer et soutenir le mouvement des communautés exemptes de défécation à l'air libre grâce à une approche d'Assainissement total piloté par la communauté*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/follow-mandona-field-guide-accelerating-sustaining-open-defecation-free-communities-community-led-total-sanitation-approach/>

WSSCC. (2016). *Fonds mondial pour l'assainissement – Rapport d'avancement 2015 : Un promoteur de résultats à grande échelle*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/fonds-mondial-pour-l-assainissement-rapport-d'avancement-2015/>

WSSCC. (2015). *Apprentissage, progrès et innovation : promotion de l'assainissement et de l'hygiène à Madagascar*, série « GSF : gros plan ». Tiré de <http://wsscc.org/wp-content/uploads/2015/09/Madagascar-case-study-FR-web.pdf>

WSSCC. (2016). *WSSCC Management Response to the Global Sanitation Fund Independent Mid-Term Evaluation Synthesis Report*. Tiré de <http://wsscc.org/resources-feed/global-sanitation-fund-mid-term-evaluation-synthesis-note/>

PHOTO DE QUATRIÈME DE COUVERTURE :
LES MEMBRES D'UN GROUPE LOCAL DE DÉFENSE DES DROITS À L'HYGIÈNE
ET À L'ASSAINISSEMENT CÉLÈBRENT L'OBTENTION DU STATUT FDAL DANS
LE FOKONTANY D'ANJALAZALA. CES MEMBRES ET D'AUTRES DÉFENSEURS
JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA PÉRENNISATION DU STATUT FDAL
ET DANS LA RÉDUCTION DE LA RÉGRESSION. ©FAA/NIRINA ROMÉO
ANDRIAMPARANY

REJOIGNEZ-NOUS !
Devenez membre du WSSCC
Consultez www.wsscc.org

**CONSEIL DE
CONCERTATION POUR
L'APPROVISIONNEMENT
EN EAU ET
L'ASSAINISSEMENT**

15 Chemin Louis-Dunant
1202 Genève
Suisse

Téléphone : +41 22 560 81 81

Rendez-nous visite en ligne
à www.wsscc.org

Envoyez-nous un courrier électronique
à wsscc@wsscc.org



@WSSCCouncil



WatSanCollabCouncil



Rejoignez la WASH Community
of Practice



sanitationforall

